L'ENQUÊTE EST EN COURS

## La DGSN communique sur la mort de quatre de ses policiers

P.2

## Les Algériens bénéficieront désormais de trois jours chômés et payés pendant les fêtes de l'Aïd

P.3


# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 2 MAI 2023 // N°548 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI


LE MESSAGE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE AUX ALGÉRIENS À L'OCCASION DU 1ER MAI

# « Améliorer les conditions des travailleurs, au cœur de nos priorités»

Lire en page 3

PRÉSERVATION DES TERRES DE L'ÉTAT, FONCIER ÉCONOMIQUE, INCENDIES DE FORÊT ET INTERDICTION DE L'IMPORTATION DU MARBRE

## Les principales décisions prises lors du Conseil des ministres

P.3

BAMAKO PRÊTE À APPLIQUER LE PLAN AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA CMA

## Le Mali et l'Algérie relancent l'accord de paix d'Alger

P.3

RESSOURCES EN EAU DISPONIBLES DANS LA RÉGION MENA

## Un rapport de la Banque mondiale sonne le tocsin

P.5

UNION INTERPARLEMENTAIRE

## L'Algérie se retire de la présidence du Groupe consultatif sur le terrorisme

P.16

L'OPÉRATION S'EST DÉROULÉE EN 5E RÉGION MILITAIRE

# Chanegriha supervise un exercice tactique nocturne à munitions réelles

Le Général d'Armée a suivi de près le déroulement de l'exercice, exécuté dans la nuit et dans des conditions très proches du réel, suivant un plan tracé conformément aux objectifs prédéfinis, à savoir forger les aptitudes des états-majors à préparer les actions de combat nocturnes...

Lire en page 16

Pensions de retraite

## Des augmentations annuelles allant de 3 à 5%

P.4

## L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES CONTRACTUELS A PERMIS DE CONFIRMER PLUS D'UN DEMI-MILLION DE TRAVAILLEURS

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, hier, que son attachement à l'insertion professionnelle des contractuels dans des emplois permanents et à la transformation des contrats des bénéficiaires du dispositif d'insertion sociale en contrats à durée indéterminée avait permis de confirmer, en très peu de temps, plus d'un demi-million de travailleurs dans des emplois stables.

Il a affirmé, en outre, que son attachement à l'insertion professionnelle des contractuels dans des emplois permanents et à la transformation des contrats des bénéficiaires du dispositif d'insertion sociale en contrats à durée indéterminée, "a permis de confirmer en très peu de temps plus d'un demi-million de travailleurs dans des emplois stables".

"Pour encourager l'esprit d'initiative, nous avons institué un congé pour la création d'une entreprise afin de permettre aux fonctionnaires de réaliser des projets d'investissement sans craindre la perte de leur poste, et lancé un nouveau mécanisme permettant aux citoyens travaillant à l'étranger d'adhérer volontairement au système national de sécurité sociale, et partant bénéficier du droit à la retraite", a-t-il ajouté. Le président de la République a souligné que l'Etat œuvre sans cesse "à améliorer le cadre de vie et à soutenir le pouvoir d'achat en fonction des équilibres financiers du pays, tout en veillant à réunir les conditions propices à travers la promotion du dialogue social et l'encadrement de l'action syndicale en préservation des droits des travailleurs et de leur avenir professionnel".

## DÉSORMAIS, LES ALGÉRIENS BÉNÉFICIERONT DE TROIS JOURS CHÔMÉS ET PAYÉS PENDANT L'AÏD

Le Conseil des ministres a approuvé la prorogation du congé de l'Aïd El Et Fitr et l'Aïd El Adha à trois (3) jours chômés et payés au lieu de deux jours. La décision prendra effet à partir de l'Aïd El Adha.

GUERRE EN UKRAINE :

## UN "ENGIN EXPLOSIF" FAIT DÉRAILLER UN TRAIN DE FRET EN RUSSIE

Dans un communiqué, la compagnie publique des chemins de fers russes a expliqué que la locomotive du train de fret avait pris feu, après avoir déraillé entre la ville de Briansk et la localité d'Ounetcha.

"Des unités de pompiers sont sur place", a-t-elle précisé. Outre la locomotive, sept wagons ont déraillé. La société ferroviaire ne mentionne pas, pour l'heure, la présence d'explosifs sur la voie ferrée et dit simplement que l'incident a été causé par "l'intervention de personnes extérieures".

## UNE FORTE EXPLOSION ENTENDUE DANS LE SUD DU LIBAN

Une forte explosion a été entendue, lundi matin, dans la région de Marjayoun, au sud du Liban, près de la frontière avec Israël.

"Certaines personnes ont entendu une forte explosion dans la région de Marjayoun au sud du Liban, dont les causes ne sont pas encore connues", a indiqué l'agence de presse officielle libanaise.

De son côté, le correspondant d'Anadolu a rapporté citant des témoins oculaires et une source de sécurité que ''l'explosion aurait été causée par des entraînements d'artillerie des forces israéliennes dans le nord des territoires palestiniens occupés''.

## LE COMÉDIEN "M'MA MESSAOUDA" VA SUBIR UNE "OPÉRATION LOURDE"

L'artiste connu sous le nom de Mama Messaouda doit subir une intervention chirurgicale très délicate. Son état se santé se détériore de jour en jour. Hamza est un artiste talentueux, son humour et son amour pour son public ont apporté joie et rire dans les moments les plus sombres ! Sa contribution inestimable au paysage artistique algérien a été une source de plaisir pour des générations entières. Nous lui souhaitons de tout cœur un prompt rétablissement et prions le Tout-Puissant pour l'aider à traverser cette épreuve difficile avec succès.

## L'ÉTAT "BLINDE" SES LOIS POUR PRÉSERVER SES TERRES AGRICOLES

Lors de la réunion du Conseil des ministres de dimanche, consacrée à des projets de loi relatifs à plusieurs secteurs, le président de la République a donné des orientations claires après les discussions avec les secteurs ministériels sur les projets de loi relatifs à la protection et à la préservation des terres de l'Etat, aux conditions et modalités d'octroi du foncier économique destiné à l'investissement.

## LA DGSN REVIENT SUR LA MORT DE QUATRE DE SES FONCTIONNAIRES

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a annoncé l'ouverture d'une enquête après la mort de quatre (4) de ses fonctionnaires à Souk Ahras, ce dimanche matin. La DGSN a exprimé dans un communiqué son profond regret après cet accident ayant provoqué la mort de quatre de ses fonctionnaires ce dimanche dans la matinée, dans la commune d'Ould El Adhaim, wilaya de Souk Ahras. La même source a affirmé avoir ouvert une enquête - confiée aux autorités territorialement compétentes - pour déterminer les circonstance de cet incident regrettable. Après cet incident, le DGSN a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes et à l'ensemble des personnels du corps de la Sûreté nationale.

## FÊTE DU 1ER MAI: LE PREMIER MINISTRE FÉLICITE LES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a félicité, dimanche, 30 avril, les travailleurs algériens à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, célébrée le 1er mai de chaque année. Réaffirmant l'engagement du gouvernement à renforcer le pouvoir d'achat, le Premier ministre, a dans ce contexte assuré que les travailleurs et travailleuses, sont les « bâtisseurs de l'Algérie nouvelle » conformément aux directives du président de la République. « Nous rendons hommage aujourd'hui à la classe ouvrière de notre pays qui fait tourner l'outil de production national afin de réaliser les objectifs de développement économique », a en effet écrit M. Benabderrahmane sur sa page officielle facebook.

LA CHINE BAT LA RUSSIE... AUX ÉCHECS

## DENG LIREN, NOUVEAU CHAMPION DU MONDE

Ding Liren est devenu dimanche le premier Chinois à remporter le titre de champion du monde des échecs face au Russe Ian Nepomniachtchi. C'est l'histoire d'une rivalité pacifique qui fait sourire à l'heure de la guerre en Ukraine. La Chine a battu la Russie aux échecs. Le grand maître chinois Ding Liren est devenu le premier Chinois champion du monde d'échecs dimanche 30 avril à Astana en battant le Russe Ian Nepomniachtchi, et confirmant de fait la place prépondérante prise par la Chine sur le monde échéquien. A 30 ans, le joueur a pris le dessus après les départages, et au terme d'un combat qui marquera davantage par sa dramaturgie renversante que par la précision des deux joueurs.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information edité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'EDITION ET DE LA PUBLICITÉ ANEP
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE AUX ALGÉRIENS À L'OCCASION DU 1ER MAI

# «Améliorer les conditions des travailleurs, au cœur de nos priorités»

**Le président de la République a adressé, à cette occasion, ses félicitations aux travailleuses et aux travailleurs, saisissant cette occasion pour rendre hommage avec eux "au militantisme des travailleurs et syndicalistes qui ont gravé leurs noms grâce à leur engagement national et leur loyauté à la patrie".**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé, hier, les Algériennes et les Algériens à adhérer au processus de changement que connait l'Algérie nouvelle dans cette phase, soulignant que les acquis obtenus dans le monde du travail attestent de la détermination de l'Etat à préserver la dignité du citoyen et à ériger le travail en une valeur essentielle pour l'édification d'une économie moderne et forte.

Dans un message adressé aux travailleurs algériens, à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, le Président Tebboune a indiqué que "les acquis obtenus dans le monde du travail attestent de notre détermination à préserver la dignité du citoyen, à valoriser les efforts et à ériger le travail en une valeur essentielle pour l'édification d'une économie moderne et forte avec les mains des Algériennes et des Algériens".

De même, le chef de l'Etat a évoqué l'augmentation progressive du salaire national minimum garanti (SNMG), l'augmentation des pensions de retraite, la refonte totale du barème de l'impôt sur le revenu global (IRG) et la titularisation des contractuels pour améliorer les conditions des travailleurs. Le président de la République a également abordé l'institutionnalisation d'un congé pour permettre aux travailleurs qui le souhaitent de créer leurs propres entreprises.

Il s'agit, pour ce faire, selon le Président Tebboune, de "veiller à l'utilisation optimale des mécanismes et des dispositifs créés dans l'objectif d'encourager l'initiative et l'esprit d'innovation, et de consacrer la transparence dans la gestion des affaires publiques et du principe d'égalité des chances pour les travailleuses et les travailleurs, et les partenaires économiques et sociaux".

Le président de la République a adressé, à cette occasion, ses félicitations aux travailleuses et aux travailleurs, saisissant cette occasion pour rendre hommage avec eux "au militantisme des travailleurs et syndicalistes qui ont gravé leurs noms grâce à leur engagement national et leur loyauté à la patrie".

**I. M.**

BAMAKO PRÊTE À APPLIQUER LE PLAN AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA CMA

## LE MALI ET L'ALGÉRIE RELANCENT L'ACCORD DE PAIX D'ALGER

Le Mali et l'Algérie ont affirmé jeudi dans un communiqué commun, leur volonté de relancer l'accord de paix signé en 2015 entre l'ex-rébellion touareg du nord du Mali et le gouvernement malien et aujourd'hui mal en point, faisant craindre une reprise des hostilités.

"Nous avons examiné de manière très précise, très rigoureuse, les conditions à réunir pour parvenir à une relance effective et productive à travers un processus politique qui serait mis à l'abri des turbulences conjoncturelles", a déclaré Ahmed Attaf, chef de la diplomatie algérienne, à l'issue d'une visite mercredi à Bamako où il a rencontré le chef de la junte, le colonel Assimi Goïta, selon ce communiqué de la présidence malienne. Il a aussi souligné une convergence de vues autour des méthodes, des démarches et des objectifs de Bamako et d'Alger. Cet effort de la part de l'Algérie pour relancer le processus de paix est intervenu après les brusques tensions du mois d'avril. Début avril, l'ex-rébellion touareg du nord du Mali a déclaré qu'il n'y avait "aucun moyen de construire un avenir commun" avec Bamako. En décembre, le Mali avait annoncé suspendre sa participation à la mise en œuvre de l'accord de 2015 signé à Alger. Cet accord de paix, qui prévoit notamment des mesures de décentralisation et l'intégration d'ex-rebelles dans l'armée nationale, n'est que très peu mis en œuvre. "Ils doivent arrêter de s'enfoncer dans le déni de la réalité, reconnaître que la situation est en train d'échapper à tout contrôle", a affirmé Ag Mohamed Almou, un porte-parole de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), l'un des principaux groupes signataires. "La CMA ne sera jamais comptable ni complice d'une mise en œuvre sélective des dispositions de l'accord prônée par certains", a-t-il ajouté. Fin février, le président algérien Abdelmadjid Tebboune, avait reçu des ex-rebelles maliens qui avaient évoqué leurs attentes et priorités, et élaboré des pistes pour "sortir de l'impasse et du statu quo actuel".

**I.M.Amine**

PRÉSERVATION DES TERRES DE L'ETAT, FONCIER ÉCONOMIQUE, INCENDIES DE FORÊTS ET D'INTERDICTION DE L'IMPORTATION DU MARBRE

# Les principales décisions prises lors du Conseil des ministres

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des projets de loi relatifs à plusieurs secteurs, dont voici les principaux points, orientations et décisions:

Concernant la protection et la préservation des terres de l'Etat, le projet de loi doit inclure un second chapitre relatif à la définition des modalités et conditions de régularisation des constructions illicites.

- L'obligation de faire la distinction entre foncier récupéré relevant de la protection de l'Etat et les autres constructions anarchiques, érigées dans de nombreux cas avec la complicité d'autorités locales, et qui ont défiguré l'urbanisme.

- Les autorités administratives locales doivent assumer la protection des terres et du foncier récupérés dès les premières heures suivant l'achèvement du relogement de leurs indus occupants.

- Appliquer des mesures coercitives pour poursuivre et demander des comptes à toute personne impliquée ou responsable de l'accaparement de terres de l'Etat, en leur imposant les peines les plus sévères.

-Promulgation d'une loi relative à la lutte contre le faux et l'usage de faux dans les certificats de résidence pour l'obtention indue d'un foncier ou d'un logement.

Concernant l'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, destiné à la réalisation de projets d'investissement:

- le Président a ordonné au Gouvernement d'adopter une approche purement économique dans ce projet de loi en vue d'encourager les investissements, l'octroi du foncier économique devant relever du seul ressort de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement.

- Toutes les mesures prises dans ce sens doivent passer par le guichet unique, seul habilité à prendre en charge et à faciliter l'ensemble des opérations d'investissement.

- L'adoption d'une vision économique permettra de faciliter les opérations d'investissement et d'assurer à l'Etat des moyens, et ce loin de toutes formes d'intervention et des mentalités ayant hypothéqué l'avenir du pays et des générations qui aspirent à vivre dans une Algérie en constante évolution.

- Introduire des amendements au projet de loi de manière à permettre à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement d'acquérir le foncier économique dans le cadre de l'organisation de l'investissement, parallèlement à ses missions de suivi, de vérification et de distribution.

**CONCERNANT LES MESURES PRÉVENTIVES POUR FAIRE FACE AUX INCENDIES DURANT L'ÉTÉ:**

- Le président de la République a souligné que la réussite de la lutte contre les feux de forêt exigeait la mise en place d'un système de veille efficace qui lance l'alerte et définit avec exactitude les points d'intervention afin de contenir l'incendie avant sa propagation.

- le Président a ordonné le lancement d'un appel d'offre pour l'acquisition de six (6) avions bombardiers d'eau de taille moyenne pour lutter contre les feux de forêt, en renforcement de la flotte d'avions et d'hélicoptères de l'Algérie.

- le Président a ordonné au Gouvernement d'utiliser les technologies de pointe, conçues localement, pour la surveillance des espaces forestiers durant la saison estivale.

- Il a ordonné le lancement d'un appel d'offre à destination des start-up pour la modernisation des outils et équipements dédiés à la surveillance du couvert végétal à travers des drones, et de coordonner avec l'Etat-major de l'Armée nationale populaire pour faciliter ces opérations vitales et maitriser ce phénomène.

Concernant l'exposé sur la filière marbre:- le président de la République a enjoint le Premier ministre d'interdire l'importation du marbre prêt à l'emploi et d'autoriser uniquement l'importation du marbre brut jusqu'à fin juillet, sans pour autant que cette mesure n'engendre une pénurie.

- Encourager les start-up à accéder à cette filière et à la développer avec le recours aux technologies de pointe.

Concernant la protection sociale au profit des professionnels du secteur de la pêche:- le président de la République a salué le progrès réalisé dans la filière aquaculture, enjoignant le ministre du secteur de consolider cet acquis et de l'élargir, tout en permettant aux pêcheurs en haute mer d'acquérir des navires d'occasion de moins de cinq ans d'âge.

- Il a enjoint d'aider les professionnels, par tous les moyens, à produire ce dont le secteur a besoin, par souci de protéger leur métier qui assure des postes d'emploi et génère une importante richesse dans la chaîne alimentaire des Algériens.

**I.M.Amine**

LUTTE CONTRE LES INCENDIES : L'ALGÉRIE VA ACQUÉRIR SIX AVIONS BOMBARDIERS D'EAU

# La question a été à l'ordre du jour du Conseil des ministres

**Tebboune a ordonné le lancement d'un appel d'offres à destination des start-up pour la modernisation des outils et équipements dédiés à la surveillance du couvert végétal à travers des drones, et de coordonner avec l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire pour faciliter ces opérations vitales et maîtriser ce phénomène.**

La lutte contre les incendies a été évoquée lors de la réunion du Conseil des ministres tenue dimanche dernier. Le chef de l'Etat a souligné que la réussite de la lutte contre les feux de forêt exigeait la mise en place d'un système de veille efficace qui lance l'alerte et définit avec exactitude les points d'intervention afin de contenir l'incendie avant sa propagation. Le Président a ordonné le lancement d'un appel d'offres pour l'acquisition de six avions bombardiers d'eau de taille moyenne pour lutter contre les feux de forêt, en renforcement de la flotte d'avions et d'hélicoptères de l'Algérie. Tebboune a également ordonné au Gouvernement d'utiliser les technologies de pointe, conçues localement, pour la surveillance des espaces forestiers durant la saison estivale. A ce titre, il a ordonné le lancement d'un appel d'offres à destination des start-up pour la modernisation des outils et équipements dédiés à la surveillance du couvert végétal à travers des drones, et de coordonner avec l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire pour faciliter ces opérations vitales et maîtriser ce phénomène. Par ailleurs, Abdelmadjid Tebboune a décidé d'une augmentation des retraites le 1er mai de chaque année.

**PENSIONS DE RETRAITE: DES AUGMENTATIONS ANNUELLES ALLANT DE 3% À 5%**

« Dans le cadre de l'amélioration continue du niveau de vie des citoyens, et en plus des augmentations précédentes approuvées par le Président pour les retraités, le Conseil des ministres a convenu de réévaluer les allocations de retraite et les pensions, annuellement, à compter du 1er mai », lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres. Ainsi, les allocations et pensions de retraite seront augmentées de 5% pour la catégorie dont la pension ou l'allocation est inférieure ou égale à 20 mille dinars algériens, de 4% pour le groupe dont la pension ou l'allocation dépasse 20 mille dinars algériens et est inférieure ou égale à 50 mille dinars algériens. L'allocation et la pension de retraite sera également augmentée de 3% pour la catégorie dont la pension ou la bourse dépasse 50 000 dinars algériens.

**Y. S.**

# «L'Algérie lutte inlassablement contre l'immigration clandestine», soutient le député Benaouda

Une délégation de l'Assemblée populaire nationale a pris part à Nicosie (Chypre), à la réunion de la Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme relevant de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UPM), selon un communiqué de l'APN qui précise que «le Parlement algérien a été représenté, lors de cette réunion, par les députés Omar Benaouda et Smaïl Mira, en leur qualité de membres permanents de la commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme». L'occasion saisie par le parlementaire Omar Benaouda de «passer en revue les efforts de l'Algérie dans sa lutte contre l'immigration clandestine», selon la même source. Par ailleurs, les participants à cette réunion ont abordé des sujets liés aux défis communs de la région méditerranéenne, ainsi que la coopération dans les domaines de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de la paix et de la stabilité. Il est à noter également que les participants ont également discuté de la situation dans la région euro-méditerranéenne, en mettant l'accent sur les effets de la guerre russo-ukrainienne qui représente «une grave menace» pour la sécurité alimentaire dans la région, en raison des prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie qui affecte, à son tour, la stabilité politique au niveau régional.

Pour le député Benaouda, qui a insisté sur «le rôle déterminant» que joue l'Algérie dans la lutte contre l'immigration clandestine, «l'Algérie déploie des efforts considérables pour lutter contre ce fléau mondial, d'autant plus qu'elle est la porte d'entrée vers l'Afrique», dit-il en mettant en évidence «la politique de l'État en matière d'assistance aux immigrés et aux réfugiés», dit-il, non sans aborder la situation actuelle au Soudan, en appelant au «dialogue pour arriver à une solution durable». Aussi, il est important de souligner que «le ministre chypriote des Affaires étrangères a assisté à la réunion en présentant un exposé sur la politique étrangère de Chypre alors que le directeur exécutif de la Compagnie pétrolière et gazière chypriote a, à son tour, fait un exposé complet sur l'expérience de son pays dans le domaine de l'exploration de l'énergie verte, de l'hydrogène et du gaz naturel à Chypre», précise le communiqué de l'APN.

Enfin, conclut le communiqué de la Chambre basse du Parlement, «la prochaine réunion de la commission se tiendra en marge de l'assemblée générale ordinaire de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée».

**Y. B.**

# L'ambassadeur d'Algérie à Rome s'entretient avec le ministre italien de la Défense

L'ambassadeur d'Algérie à Rome, Abdelkrim Touahria, a discuté avec le ministre italien de la Défense, Guido Crosetto, des opportunités et moyens de renforcement de la coopération bilatérale en matière de sécurité et de défense. Les deux parties ont évoqué le renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans le secteur de l'industrie militaire, à travers des projets de partenariat avec les géants italiens tels que la compagnie « Leonardo » pour ce qui est de la construction des hélicoptères. A cet égard, le ministre italien a fait part de la disponibilité de son département ministériel à étendre ce type de coopération au secteur civil. Les deux responsables ont, par ailleurs, évoqué la situation en Libye, au Sahel et dans le bassin méditerranéen, en relevant la convergence des points de vue d'Alger et de Rome à ce propos.

A la fin de la rencontre, M. Crosetto a exprimé le souhait d'effectuer prochainement une visite de travail en Algérie, afin d'échanger davantage sur les projets de coopération et de partenariat actuels et futurs. A noter que cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et l'Italie et de la coordination constante entre les dirigeants des deux pays sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

**APS**

# Le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU présente ses lettres de cabinet à Guterres

Le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, a présenté ses lettres de cabinet au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Au cours de la cérémonie de présentation des lettres de cabinet, tenue au siège de l'ONU à New York, M. Bendjama a eu un entretien avec M. Guterres et évoqué les relations de coopération entre l'Algérie et l'organisation onusienne ainsi que les questions marquant l'actualité régionale et internationale. M. Guterres a mis en exergue à cette occasion la place et le rôle de l'Algérie sur le double plan régional et international. M. Bendjama a souligné, pour sa part, l'attachement constant de l'Algérie aux idéaux et principes de la Charte des Nations unies, au respect de la légalité internationale et aux valeurs de paix, de dialogue et de règlement des différends par la voie pacifique. Il a également exprimé le soutien de l'Algérie au Secrétaire général dans ses efforts visant en particulier la préservation de la paix et de la sécurité internationales et la mise en œuvre des Objectifs du développement durable.

## LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE DE L'ARABIE SAOUDITE ENTAME UNE VISITE EN ALGÉRIE

Le président de l'Assemblée consultative de l'Arabie Saoudite, M. Abdullah bin Mohamed bin Ibrahim Al-Sheikh, a entamé hier une visite de cinq jours en Algérie. Selon un communiqué du Conseil de la nation, le responsable saoudien a été reçu par le président du Sénat, M. Salah Goudjil.

**R. N.**

# Boughali s'entretient avec le président de l'Assemblée nationale de la République du Zimbabwe

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, s'est entretenu, dimanche à Alger, avec le président de l'Assemblée nationale de la République du Zimbabwe, Jacob Mudenda, a indiqué un communiqué de la Chambre basse du Parlement. Boughali a souligné lors de ces entretiens "l'importance des relations étroites unissant les deux pays à tous les niveaux". Se félicitant des principes partagés par les deux pays, M. Boughali a salué les accomplissements réalisés dans le cadre de la coopération parlementaire renforcée récemment par l'installation d'un groupe parlementaire d'amitié, a ajouté le communiqué. Dans le même sillage, le président de l'APN a mis l'accent sur "la nécessité de promouvoir la coopération bilatérale sur le plan économique, affichant la disposition de l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à accompagner le Zimbabwe et partager son expérience dans les différents domaines au mieux des intérêts des deux pays", selon la même source. Au volet coopération internationale, M. Boughali s'est félicité de "la convergence de vues des deux pays sur nombre de questions, en tête desquelles la cause palestinienne et le soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, outre la promotion de la paix, la résolution des crises à travers le dialogue et le rejet de l'ingérence étrangère dans les affaires internes des Etats", lit-on dans le document.

**R. N.**

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

# Un plan spécial pour un été sans souci

**Le ministère de l'Hydraulique «veille à réaliser les objectifs tracés pour passer une saison estivale en toute aisance», a affirmé le ministre faisant toutefois état d'éventuelles perturbations dans certaines wilayas», tout en assurant que des efforts sont en cours pour réduire cette éventualité»...**

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, vient d'annoncer l'élaboration d'un Plan spécial d'approvisionnement en eau potable, à même de passer la prochaine saison estivale «en toute aisance». Le ministre qui intervenait lors d'une conférence de presse animée en marge de la Conférence nationale des cadres de l'Hydraulique au siège du ministère sous le thème: «Modernisation de la gestion du service public d'eau», a indiqué que «la situation n'est pas du tout inquiétante, les pouvoirs publics ayant mobilisé tous les moyens pour garantir l'approvisionnement en eau potable. Le secteur a tracé un plan d'action bien défini à cet égard», a-t-il rassuré. Le ministère de l'Hydraulique «veille à réaliser les objectifs tracés pour passer une saison estivale en toute aisance», a affirmé le ministre faisant toutefois état d' "éventuelles perturbations dans certaines wilayas ", tout en assurant que des efforts sont en cours pour réduire cette éventualité». Le ministre a estimé que «la situation sera globalement maitrisée», appelant, à cette occasion, les cadres et les travailleurs du secteur à «s'engager» et à déployer tous les efforts pour mener à bien ce plan. Par ailleurs, M. Derbal a tenu à rassurer concernant la disponibilité des ressources en eau nécessaires au secteur agricole, relevant le caractère «stratégique» que représente les activités agricoles et leurs rôle dans la relance de l'économie nationale. Il a mis en avant l'importance des stations de dessalement de l'eau de mer, étant «la solution idoine pour soutenir et assurer l'approvisionnement en eau potable, qui profitera également au secteur agricole, en ce sens que des quantités d'eau superficielle stockées dans les barrages et utilisées précédemment pour l'approvisionnement en eau potable seront transférées au secteur agricole». M. Derbal a souligné l'impératif de recourir aux eaux traitées pour répondre aux exigences du secteur agricole, assurant que le pays disposait d'infrastructures de base importantes dans ce domaine et utilisait des systèmes économiques, comme la pulvérisation en évention et le «goutte-à-goutte». A une question sur le taux de remplissage des barrages, le ministre a répondu qu'il avait atteint 29%, contre 32% en décembre dernier, expliquant cette baisse par «la faible pluviométrie enregistrée ces dernières années et pas uniquement cette année». Au moment où le secteur connaît une hausse dans la demande sur l'eau, les changements climatiques viennent exacerber la situation, entrainant une baisse continue de la réserve des barrages et des couches hydriques. «En dépit de ces conditions, l'alimentation en eau potable reste acceptable en général, à l'exception de certaines régions», a-t-il soutenu. Le ministre a préconisé l'utilisation du numérique pour une maîtrise optimale de l'approvisionnement en eau potable, notamment à travers la création d'une base de données précises, qualifiant le numérique de «choix stratégique et incontournable pour améliorer et moderniser le service public». A cet effet, le ministre a donné des instructions à toutes les entreprises placées sous la tutelle pour lancer «immédiatement» la numérisation et veiller à son application dans «les délais impartis», soulignant la disponibilité des enveloppes financières nécessaires.

**Y. B.**

*Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal*

RESSOURCES EN EAU DISPONIBLES DANS LA RÉGION MENA

# Un rapport de la Banque mondiale sonne le tocsin

Longtemps considérée comme abondante, l'eau se fait de plus en plus rare dans le monde et plus particulièrement dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Selon le dernier rapport de la Banque mondiale (BM), rendu public le 27 avril 2023, la région MENA est la plus touchée par la raréfaction de cette ressource vitale pour la vie. «La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est confrontée à un grave manque d'eau pour assurer la vie et les moyens de subsistance. Malgré les investissements importants dans l'infrastructure réalisés au cours des dernières décennies, les pays de la région sont confrontés à des pénuries d'eau sans précédent et de plus en plus graves du fait de la croissance démographique, du changement climatique et du développement socioéconomique», lit-on dans ce rapport intitulé «The Economics of Water Scarcity in the Middle East and North Africa : Institutional Solutions (Aspects économiques de la pénurie d'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Solutions institutionnelles)». Fortement sollicités par les agriculteurs et les villes, les systèmes hydriques existants sont «au bord de la rupture», alerte cette institution de Bretton Woods. Et ce n'est que le début d'une ère des plus difficiles, puisque la situation climatique va en s'aggravant. Le rapport met en avant l'accentuation du stress hydrique dans cette partie du monde et ses fâcheuses conséquences sur les populations. «Des communautés entières d'agriculteurs constatent que les sources d'eau, dont ils dépendent depuis des générations pour leur subsistance, s'épuisent ou disparaissent rapidement», ajoute ce rapport. Selon les projections de la Banque mondiale, «d'ici 2030, les ressources en eau disponibles par an et par habitant dans la région MENA tomberont sous le seuil de pénurie absolue de 500 mètres cubes par personne et par an». Cette baisse ne fera qu'accentuer les pénuries en raison notamment de l'augmentation de la demande en eau, due essentiellement à la démographie galopante que connaissent la plupart des pays de la région. Cette pénurie d'eau deviendra d'année en année «plus aiguë», avertit le rapport, qui se réfère au rythme de la croissance de la population. «La population est passée dans la région d'un peu plus de 100 millions d'habitants en 1960 à plus de 450 millions en 2018. Elle devrait dépasser 720 millions d'ici 2050», précise la BM, qui prévoit ainsi un déficit de pas moins de 25 milliards de mètres cubes d'eau par an. «Sur la base des stratégies actuelles de gestion de l'eau, une estimation prudente de la demande d'eau en 2050 indique qu'il faudrait 25 milliards de mètres cubes supplémentaires par an», souligne le rapport, selon lequel, il faudrait construire 65 usines de dessalement de la taille de celle de Ras Al Khair en Arabie Saoudite pour combler ce déficit. Le rapport relève dans ce sillage la nécessité d'adopter des réformes à même d'améliorer la gouvernance en matière de gestion des ressources hydriques existantes. «Si rien n'est fait, les pénuries d'eau auront des effets négatifs sur les moyens de subsistance et la production agricole et pourraient provoquer des tensions entre les usagers», avertit cette institution internationale, pour laquelle l'approche adoptée par les pays de la région MENA n'est pas la mieux indiquée. La Banque mondiale reproche aux pays de cette région d'avoir misé essentiellement sur le développement des capacités et des moyens d'approvisionnement en eau, à travers notamment la construction de barrages, le dessalement et l'exploitation des eaux souterraines, «sans traiter de manière adéquate les problèmes critiques d'efficacité et de gouvernance». «Cette situation n'est viable ni sur le plan financier ni sur le plan environnemental», estime la BM, citant au passage la problématique des fuites d'eau qu'il faudrait réduire substantiellement pour économiser cette ressource de plus en plus rare et fortement demandée. Le rapport relève dans ce sens que «la moitié des services publics de l'eau ont indiqué que plus de 30% de l'eau qu'ils produisent ne sont pas facturés aux clients en raison à la fois des fuites dans les canalisations, de l'inefficacité des compteurs d'eau et des branchements illégaux». La Banque mondiale prévient aussi sur les conséquences écologiques des prélèvements excessifs des eaux souterraines et de l'augmentation des rejets de saumure des usines de dessalement. Aussi, souligne le rapport, la dépendance à l'égard des importations d'eau virtuelle expose les pays à des problèmes d'approvisionnement, comme ceux provoqués par la récente guerre en Ukraine. Ainsi donc, l'institution de Bretton Woods recommande aux pays de la région MENA des réformes pour «accroître l'autonomie et décentraliser les décisions concernant la gestion de l'eau et la prestation de services». Le rapport recense une série de réformes institutionnelles devant viser les agences nationales et les services publics de l'eau et propose de déléguer la prise de décision sur l'attribution de l'eau à des administrations représentatives à l'échelle locale, ce qui aiderait la région à faire face aux problèmes d'eau et à les surmonter. «Plutôt que de fixer les tarifs de l'eau et de réglementer l'utilisation de cette ressource par des directives ''verticales'', déléguer plus de pouvoirs aux organismes techniques de gestion des ressources en eau, aux services publics et aux collectivités locales pourrait renforcer la légitimité de l'Etat ainsi que la confiance dans sa capacité à gérer la pénurie d'eau», préconise la Banque mondiale. «Les réformes institutionnelles dans le secteur vital de l'eau peuvent être porteuses de transformations, non seulement en changeant la manière dont l'Etat élabore et applique les politiques de l'eau, mais aussi, plus généralement, en modifiant le contrat social dans la région MENA», affirme Ferid Belhaj, vice-président pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Pour que les réformes institutionnelles préconisées soient couronnées de succès, il faut, précise le rapport, «une meilleure communication sur la pénurie d'eau et les stratégies nationales de l'eau».

**Y. S.**

## ENERGIE : EXXONMOBIL RÉALISE UN BÉNÉFICE DE 11,4 MILLIARDS DE DOLLARS AU 1ER TRIMESTRE

Le géant américain du pétrole et du gaz ExxonMobil a réalisé un bénéfice net de 11,4 milliards de dollars sur les trois premiers mois de l'année, a-t-il annoncé dans un communiqué Le groupe a annoncé «avoir pompé plus au premier trimestre et doublé ses profits» malgré le repli des prix des hydrocarbures par rapport à la même période en 2022. Avec la baisse des cours de l'énergie sur un an, son chiffre d'affaires total a pourtant reculé de 4% à 86,6 milliards de dollars. Mais ExxonMobil a produit plus: 3,8 millions de barils par jour d'équivalent pétrole, soit 160.000 barils de plus qu'en 2022, avec de nouveaux projets en Guyana et dans le bassin permien aux Etats-Unis. L'entreprise a écoulé dans le même temps plus d'hydrocarbures transformés, avec des marges de raffinage plus élevées. Elle a notamment profité de la mise en route de l'extension de sa raffinerie Beaumont sur la côte du Golfe du Mexique, qui lui permet de traiter 250.000 barils de plus chaque jour. Elle a, en revanche, vendu moins de produits chimiques et à des marges moins élevées. ExxonMobil continue parallèlement à mettre en place son plan de réductions de coûts prévoyant des économies de l'ordre de 9 milliards de dollars par an fin 2023 par rapport à 2019. Frappée au début de la pandémie par la chute des cours de l'énergie, l'entreprise avait engagé un gros programme de baisse des dépenses. Elle a depuis bénéficié du net rebond des prix du pétrole et du gaz.

**R. E.**

BRANCHES INDUSTRIELLES

# Aoun : «Ne me parlez plus d'automobile !»

**L'Algérie est en mesure de mettre en place une industrie automobile, pour autant qu'elle réunisse toutes les conditions y afférentes, en relevant le niveau de la sous-traitance, et en définissant un plan d'intégration industrielle...**

«Le dossier de l'automobile est désormais clos et les procédures y afférentes suivent actuellement leur cours normal». Ce sont là les propos du ministre de l'Industrie et de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, lors d'une visite de travail récente dans la wilaya de Saïda. Aoun a ajouté : «Pour moi, le dossier de l'automobile est réglé et je souhaite qu'on ne m'interpelle plus à ce sujet, car il ne faut pas non plus transformer le ministère de l'Industrie en département chargé exclusivement de la gestion du dossier de l'automobile et faire oublier ainsi l'importance des autres secteurs économiques». «Il faut, a-t-il souligné, se préoccuper d'autres projets industriels et d'entreprises à relancer, le dossier de l'automobile étant désormais en train d'avancer très normalement, étape par étape». Aoun avait en fait tenu le même discours lors de la cérémonie organisée en mars dernier à Alger, à l'occasion du lancement officiel de la commercialisation des véhicules de la marque italienne Fiat en Algérie. Aoun, qui venait alors d'hériter de la responsabilité du portefeuille ministériel regroupant l'industrie et l'industrie pharmaceutique, n'avait pas manqué de sérier les priorités au niveau du secteur dont il a la charge. Et la mise en place à terme d'une véritable industrie nationale performante et compétitive en fait partie. «Ce long feuilleton de crises et de perturbations est définitivement fini aujourd'hui grâce aux efforts déployés dans le secteur de l'industrie», avait-il alors assuré au sujet du dossier de l'automobile, tout en signifiant qu'en définitive «le plus important pour nous, c'est la construction automobile locale. Une industrie automobile en ordre de marche est ainsi possible en Algérie. Le pays est en mesure de mettre en place une construction automobile, pour autant qu'il réunisse toutes les conditions y afférentes. Il y a nécessité de relever le niveau de la sous-traitance, un constructeur automobile ayant besoin de «gens» performants, car n'est pas sous-traitant qui veut. C'est l'idée de l'intégration qui semble avoir été privilégiée dans beaucoup de pays. Une industrie intégrée, l'Algérie n'y aurait-elle pas pensé ? Il faut avoir une stratégie qui permette de se positionner à l'échelle mondiale, car, on ne peut pas parler de la sous-traitance sans évoquer la petite et moyenne entreprise, et qu'il faut que cette dernière ne soit pas seulement un enjeu commercial, en allusion à l'import-export. Le gouvernement a fixé de nouvelles règles en matière de construction et d'importation de véhicules neufs. Les nouvelles dispositions sont contenues dans deux cahiers des charges spécifiques à chaque activité. Ainsi, l'exercice de l'activité de construction de véhicules de tourisme et véhicules utilitaires légers est ouvert aux constructeurs propriétaires de marques de véhicules, agissant seul ou en partenariat, par la création d'une société de droit algérien. Cette activité est subordonnée à la réalisation d'un investissement répondant aux critères de qualification des investissements structurants, tels que définis par la législation et la réglementation en matière d'investissement.

**Y. S.**

## Hadj 2023 : le CPA lance un crédit sans intérêts au profit des pèlerins

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a annoncé, dimanche, dans un communiqué, le lancement d'un crédit sans intérêts au profit des pèlerins, leur permettant de s'acquitter du coût financier du pèlerinage (Hadj). Baptisé «Qard Hassen Hajji», ce crédit sans intérêts, certifié conforme à la Charia par le Comité National de la Fatwa pour l'Industrie de la Finance islamique, est destiné aux pèlerins «remplissant les exigences légales et réglementaires établies par les autorités compétentes dans ce domaine», explique la même source. Pouvant atteindre 300.000 DA, «Qard Hassen Hajji» est destiné «aux particuliers résidents, de nationalité algérienne, disposant d'un revenu stable et dont l'âge est inférieur à 75 ans», souligne le document, ajoutant que «le CPA permet aussi aux enfants ou conjoints du pèlerin de souscrire à ce crédit pour financer le pèlerinage du parent et/ou du conjoint». Ce crédit sans intérêts vient en appoint afin de renforcer les capacités financières des pèlerins et leur permettre de s'acquitter du coût financier du Hadj et d'accomplir le 5ème pilier de l'islam en toute sérénité», affirme la banque publique. A cet effet, elle a invité «toute personne intéressée par ce financement de se rapprocher de son réseau de guichets islamiques, au nombre de 96, disponibles au niveau des agences implantées sur le territoire national».

**R. E.**

## Métaux précieux : l'or à près de 1.987 dollars l'once

Les prix de l'or ont peu changé vendredi, mais se dirigeaient vers un léger gain hebdomadaire en raison d'un dollar plus faible et de préoccupations économiques persistantes. L'or au comptant a peu changé à 1 986,71 dollars l'once, mais se dirigeait vers un gain hebdomadaire de 0,2 %. Les contrats à terme sur l'or américain ont baissé de 0,1 % à 1 996,20 dollars. L'indice du dollar est resté largement inchangé ce jour-là, mais était prévu pour une baisse hebdomadaire, rendant l'or moins cher pour les autres détenteurs de devises. Concernant les prix des autres métaux, l'argent au comptant a chuté de 0,3 % à 24,88 dollars l'once, tandis que le platine a augmenté de 0,3 % à 1 079,67 dollars l'once. Le palladium a légèrement baissé de 0,1 % à 1 494,18 dollars.

**R. E.**

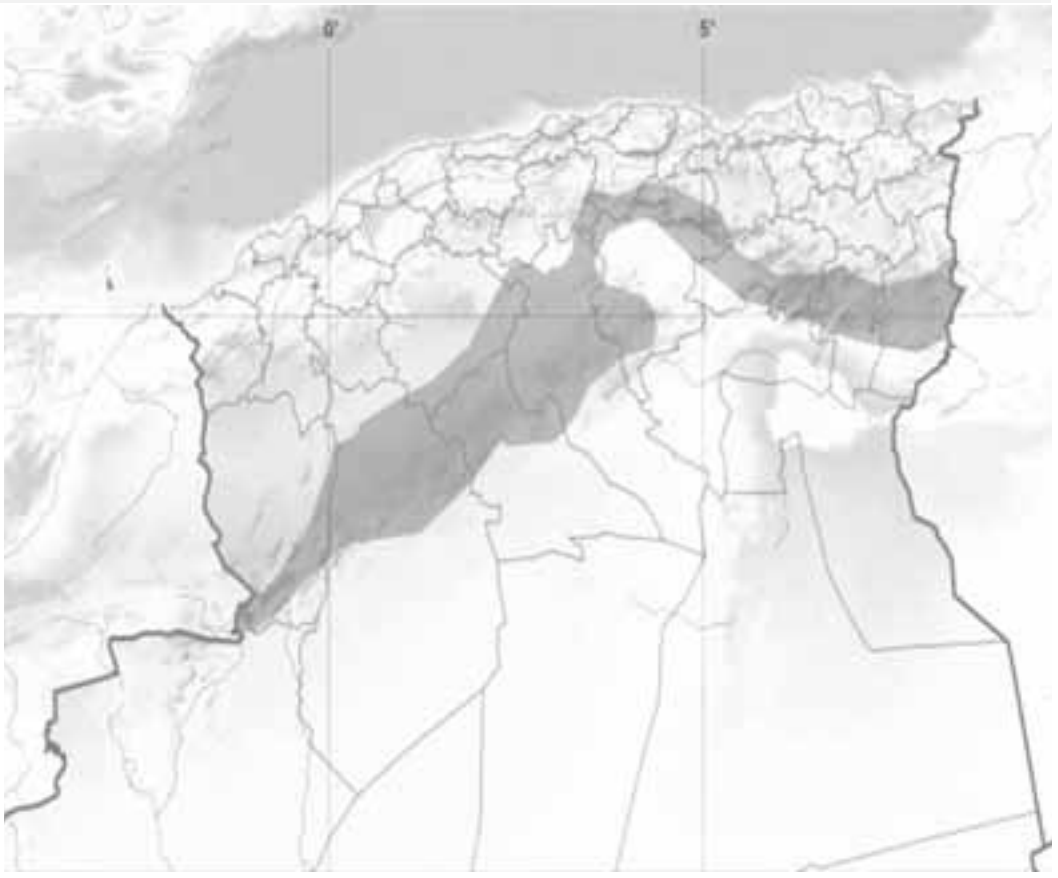
## Corée du Sud : Baisse record des bénéfices trimestriels de Samsung

Samsung Electronics a annoncé un plongeon de ses bénéfices de plus de 86% au 1er trimestre 2023, au plus bas depuis 14 ans, en raison du ralentissement économique mondial qui a porté un coup aux ventes de puces et produits électroniques. Le géant sud-coréen de la tech a rapporté que ses bénéfices d'exploitation pour la période de janvier à mars ont chuté de 9.750 milliards de wons (6,6 milliards d'euros) par rapport à la même période l'année précédente. Ils se sont établis à 1.570 milliards de won (1,06 milliard d'euros), contre 11.320 milliards sur la même période l'an passé (7,7 milliards d'euros). Début avril, le groupe avait dit s'attendre à une chute plus prononcée, de 95,7% au 1T. Mais cette baisse reste la plus importante depuis 14 ans. Le résultat net d'exploitation de Samsung Electronics a, quant à lui, plongé de 95% par rapport à l'an dernier, à 640 milliards de won (428 millions d'euros), alors que les ventes ont reculé de 18% sur la période, à 63.750 milliards de won (42.5 milliards d'euros). L'entreprise a évoqué un recul de la demande de puces électroniques, qui représentent habituellement la moitié de ses bénéfices, ainsi que la baisse de leur prix. La branche de Samsung spécialisée dans les puces a accusé des pertes de 4.580 milliards de won (3,1 milliards d'euros), soit sa première perte nette depuis 2009, à l'époque où le monde émergeait à peine de la crise financière de 2008. Le géant de la tech s'attend toutefois à une «reprise graduelle» de la demande de semi-conducteurs au second semestre, en raison des baisses de stocks chez ses clients et des besoins d'ajustements de ceux-ci. Samsung Electronics est le fleuron du groupe Samsung et de loin sa filiale la plus importante. Les fabricants de puces sud-coréens, Samsung en tête, avaient enregistré des bénéfices records ces dernières années, alimentés par l'explosion des prix, mais le ralentissement de l'économie mondiale a mis un coup de frein au secteur.

**R. E.**

# El Bayadh : Lancement du projet de réhabilitation du barrage vert

**La superficie forestière de la wilaya est estimée actuellement à 122.000 ha, dont 28.000 ha pour le barrage vert, tandis que les graminées d'alfa s'étendent sur une superficie de 240.000 ha, dont la majorité connaît une dégradation avancée due à la surexploitation des parcours...**



Les travaux du projet de réhabilitation et d'extension du barrage vert dans la wilaya d'El Bayadh ont été entamés, récemment, pour augmenter la superficie forestière et pastorale, comme rempart contre l'avancée du sable, apprend l'APS de la Conservation des forêts de la wilaya. L'expert en forêt, Guerroudj Jedid, a indiqué que cette opération, programmée de 2023 pour l'horizon 2030, vise à planter une superficie de plus de 400.000 ha, qui comprend la ceinture du barrage vert à travers 16 communes, incluant la plantation forestière et pastorale, soulignant que l'opération a démarré, récemment, dans les communes de Boualem et El Ghassoul, en attendant que les travaux s'étendent, prochainement, pour englober le restant des communes concernées. Dans ce contexte, l'Entreprise publique de génie rurale, à laquelle les travaux ont été confiés, se chargera du reboisement sur une superficie de 539 ha dans la commune de Boualem, qui comprend la plantation de pins d'Alep, de genévriers, d'eucalyptus et de pistachiers de l'Atlas (El Botma), alors que l'opération en cours au niveau de la commune d'El Ghassoul concerne une superficie de 50 ha, qui touchera la plantation pastorale. Selon le même interlocuteur, le projet de mise en valeur et d'extension du barrage vert dans la wilaya, financé en partie par le Fonds national de développement rural (FNDR) pour une enveloppe de 1,2 milliard DA, touchera 66 zones disséminées à travers 16 communes, qui incluront plusieurs opérations importantes, à l'instar de la plantation forestière sur une superficie de plus de 1.900 ha. Il sera également procédé à la plantation d'arbres sur les accotements des routes sur une longueur de 62 km, de même que la restauration d'une ceinture verte sur plus de 220 ha, de brise-vents sur 1.900 ha et d'arbres fruitiers sur une étendue d'environ 500 ha, et ce, au bénéfice des agriculteurs, outre la fixation des dunes de sable sur des étendues de plus de 600 ha, en plus d'autres opérations de reconstitution et de régénération du couvert végétal. Dans le même sillage, une partie de ce projet sera financée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour une enveloppe de plus de 330 millions DA, qui touchera de manière plus importante, les communes d'El Mehara et Boussemghoun dont le couvert végétal connait une dégradation palpable, en raison de l'avancée du sable. Il sera procédé, dans les deux communes sus-indiquées, à l'instauration d'une bande verte (340 ha) pour maintenir l'éco-système ainsi que la plantation pastorale et forestière sur une superficie à la fois de 300 ha et 95 ha, de travaux sylvicoles sur une superficie de 300 ha, en plus de l'ouverture de pistes agricoles, la plantation de brise-vents, d'arbres fruitiers, de mise en défens de parcours steppiques et de points d'eau pour abreuver le cheptel et autres opérations de maintien de l'équilibre des zones steppiques. Selon la même source, le projet du barrage vert connaîtra, dans le cadre de ce programme tracé par l'Etat, une extension qui va inclure 5 nouvelles communes, à l'instar d'El Mehara, Boussemghoun, Krakda, Cheguig, Arbaouet, englobant ainsi les communes faisant partie du programme du barrage vert, soit 16 sur un total de 22 communes que dénombre la wilaya, a-t-on indiqué. Pour rappel, la superficie forestière de la wilaya est estimée actuellement à 122.000 ha, dont 28.000 ha pour le barrage vert, tandis que les graminées d'alfa s'étendent sur une superficie de 240.000 ha, dont la majorité connait une dégradation avancée due à la surexploitation des parcours.

**APS**

# Ouled Djellal : le wali insiste sur le bon déroulement des examens de fin d'année

Le wali d'Ouled Djellal, Aissa Aziz Bouras, a présidé la première réunion préparatoire des examens du brevet de l'enseignement moyen et du baccalauréat session 2023, une rencontre qui s'inscrit dans le cadre des travaux du comité de wilaya chargée de coordonner et de suivre la préparation des examens finaux des cycles moyen et secondaire. Selon le communiqué de la wilaya, «une présentation détaillée a été faite par le chef du service de scolarisation et des examens à la Direction de l'éducation de la wilaya». Ce dernier a souligné «la nécessité de se mobiliser pour la préparation logistique, de maîtriser toutes les situations, de s'enquérir des grandes lignes et de se coordonner entre tous les services pour que ces rendez-vous importants se déroulent dans les meilleures conditions et à un niveau supérieur pour que les candidats soient à l'aise durant les examens». «Nous luttons tous pour que notre wilaya soit classée honorablement dans les résultats de ces examens au niveau national», a-t-il souligné. Le wali a, quant à lui, ordonné «la formation de cellules au niveau des daïras et des communes incluant toutes les personnes impliquées dans le suivi des préparatifs de ces examens avec la nomination d'un responsable au niveau de chaque daïra pour coordonner et suivre les opérations avec le comité de wilaya».

**R. R.**

# OUED RIGH, UN PÔLE PROMETTEUR DE LA PRODUCTION DATTIÈRE

Située entre les wilayas de Touggourt et d'El-Meghaier, la région d'Oued Righ a franchi des étapes importantes en matière de production de datte et de développement de cette filière stratégique au double plan quantitatif et qualitatif, ouvrant ainsi des perspectives prometteuses pour l'exportation. La phoeniciculture, principale vocation de la population locale, est pratiquée sur une superficie de plus de 38.000 ha dans les wilayas de Touggourt et d'El Meghaïer, constituant plus de 85% de la surface agricole globale. Les deux wilayas comptent en effet environ trois millions de palmiers qui produisent différentes variétés de dattes, à leur tête deglet nour à hauteur de 70%, tandis que le reste de la production se répartit sur les autres variétés, dont ghers (pâte dattière) et degla beïda (datte blanche). Les différents programmes de développement mis en place par l'Etat, au titre de plans de soutien et de développement de cette filière stratégique, ont contribué au renforcement du rendement de la récolte des dattes dans la région d'Oued Righ, aussi bien quantitativement que qualitativement. La production s'est élevée, au titre de la saison de cueillette écoulée, à plus de 2 millions de quintaux, à raison de 1.042.711 q dans la wilaya de Touggourt et de 1.018.400 q dans la wilaya d'El-Meghaier, selon les données des services du secteur. Cette saison, la production dattière dans la wilaya de Touggourt a connu une hausse comparativement à la saison agricole écoulée, estimée à 2,87%. En revanche, une stabilité dans la production a été enregistrée, durant la même saison, dans la wilaya limitrophe El-Meghaier, selon la direction des services agricoles (DSA) dans les deux wilayas. Les mêmes services s'attachent à activer l'ensemble des mécanismes de soutien agricole offerts qui devront encourager le développement de cette filière et l'augmentation du rendement de la production dattière dans la région. Dans ce cadre, la directrice des services agricoles (DSA) d'El Meghaïer, Bellokbi Ouardia, a fait état d'une extension à hauteur de 5000 hectares des surfaces affectées à la phoeniciculture durant ces dernières années. De leur côté, les services du secteur à Touggourt s'attellent à la mise en œuvre d'un programme de près d'un milliard de DA en vue d'appuyer les opérations de culture des palmiers à grande échelle, et de forage de puits pour l'irrigation à travers les différentes communes de la wilaya.

**R. R.**

# Relizane : de l'argent pour le développement local

Dans le cadre du programme de développement de la ville de Relizane établi par les autorités de la wilaya en coordination avec les représentants de la société civile, une importante enveloppe financière a été allouée pour concrétiser des opérations de développement dans les différents quartiers de la ville en fonction des priorités, a indiqué la cellule de communication de la wilaya. Le wali, Lakhel Ayat Abdessalam, a supervisé le lancement de plusieurs projets de développement de la ville en présence de la cellule opérationnelle permanente chargée du suivi de ces projets et du représentant de la société civile auprès des comités de quartier.

Il s'agit, selon la même source, de «la création d'un espace vert avec la mise à disposition de chaises et d'éclairage public au profit des habitants du quartier DNS El Toub et du projet de réalisation d'un stade de proximité doté d'une pelouse en gazon artificiel dans la cité des 100 logements Cnep, appelée cité Dallas. Le troisième projet concerne la reprise des travaux de voirie dans le quartier Djilali-Koubibi après le renouvellement de tronçons du réseau d'égouts et le quatrième consiste à réhabiliter des routes et des trottoirs dans certaines sections du quartier Ch'mirik».

**R. R.**

## FORCING DE LA DIPLOMATIE PARALLÈLE ET DE LA BATTERI

# LE MAROC À L'OFFENSIVE POUR FAIRE PLIE

PAR IGNACIO CEMBRERO
(Avec l'aimable autorisation de l'auteur)

**Pour le pouvoir marocain, tous les moyens de pression sont bons pour amener le gouvernement espagnol à soutenir la solution prônée par Rabat dans le conflit qui l'oppose au Front Polisario.**

Les images parlent d'elles-mêmes : la police espagnole tente de disperser à la frontière entre le Maroc et l'enclave espagnole de Ceuta les milliers de migrants venus à la nage ou à pied à marée basse depuis des plages situées à quelques kilomètres au sud

Les 25 et 26 mai 2021, trois avocats ont porté plainte à Logroño, la capitale de la région espagnole de La Rioja, contre celle qui était à l'époque la ministre des affaires étrangères d'Espagne, Arancha González Laya et son chef de cabinet, Camilo Villarino. La ministre avait autorisé l'hospitalisation en Espagne de Brahim Ghali, leader du Front Polisario qui revendique l'indépendance du Sahara occidental sous contrôle marocain. Son chef de cabinet l'avait organisée. Ghali, âgé de 72 ans, était gravement malade de la Covid-19. Le 18 avril 2021, il a été admis en soins intensifs à San Pedro, un établissement public de la petite ville de Logroño. Les plaignants étaient Mourad Elajouti, porte-parole du Club des avocats marocains ; le syndicat d'extrême droite espagnol Manos Limpias (Mains propres) dont le leader, Miguel Bernald a été condamné à quatre ans de prison pour extorsion et blanchiment d'argent ; et Juan Carlos Navarro, bâtonnier de Valence. Ce dernier avait deux clients résidents à Valence, Rachad Andaloussi Ouriaghli, un homme d'affaires hispano-marocain, et Juan Vicente Pérez Aras, un ancien député du Parti populaire (PP, droite) qui depuis des années chantent les louanges de la monarchie alaouite dans la presse locale. Navarro défend de longue date les présumées victimes saharaouies du Polisario, mais aucune de ses plaintes n'a jamais abouti. Le juge d'instruction de Logroño a considéré qu'il n'y avait ni prévarication, ni recel ni faux et usage de faux, car si Brahim Ghali avait bel et bien été enregistré à l'hôpital de Logroño sous une fausse identité, la ministre n'en était nullement responsable. Bien qu'ayant acquis la nationalité espagnole en 2006, Ghali était arrivé en Espagne via la base aérienne de Saragosse, à bord d'un avion officiel algérien et portant un passeport diplomatique de ce pays, mais à son nom.

### LA MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES PERD SON POSTE

Le 26 mai, un quatrième avocat, Antonio Urdiales, résident à Torremolinos (Malaga), s'en est allé à Saragosse porter plainte pour les mêmes motifs auprès du juge d'instruction Rafael Lasala du tribunal judiciaire numéro 7. Plus réceptif, celui-ci a entamé des poursuites. En septembre, il a mis en examen pour prévarication, faux et usage de faux et recel Arancha González Laya et son chef de cabinet, un diplomate de carrière. Vu le succès de son collègue le bâtonnier de Valence, Juan Carlos Navarro s'est également déplacé à Saragosse pour l'épauler.

Urdiales, qui a réussi à faire interroger par le magistrat de nombreux fonctionnaires civils et militaires de la base aérienne, de l'hôpital, de l'administration régionale de la santé de La Rioja, n'a pour sa part aucun client. «Je suis mon propre client», répète-t-il à la presse, se considérant comme lésé par la crise entre l'Espagne et le Maroc. Marié à une Marocaine et ayant de la famille au Maroc, il pâtit, se plaint-il, de l'interruption du trafic maritime de passagers à travers le détroit de Gibraltar qui l'empêche de voyager en ferry jusqu'à Tanger. Ce trafic est suspendu pour des raisons sanitaires depuis mars 2020, donc bien avant que n'éclate la crise. Il se défend pourtant et répète qu'il n'est pas à la solde du makhzen. Les avocats de l'État espagnol, qui défendent l'ex-ministre et son directeur de cabinet, argumentent que Brahim Ghali est espagnol depuis seize ans et que l'Espagne ne peut refuser l'accès de son territoire à ses citoyens. Certes, il est arrivé à Saragosse avec un passeport diplomatique algérien, mais le règlement de Schengen prévoit que les autorités des pays membres peuvent accorder des exemptions de visas et même de contrôle de la documentation, ce qui a été le cas pour Ghali. Elles viennent d'ailleurs de demander au magistrat de classer l'affaire. Des professeurs de droit, des juges à la retraite ont estimé que González Laya et Villarino ne s'assoiront pas sur le banc des accusés, car pénalement on ne peut rien leur reprocher. L'affaire risque cependant de traîner, l'avocat Urdiales ayant sollicité du juge l'audition de Brahim Ghali qui, s'il est convoqué, se refusera à revenir en Espagne. Les avocats Urdiales et Navarro et les clients de ce dernier ont tous des liens étroits, familiaux ou d'affaires, avec le Maroc. Il suffirait sans doute que les autorités marocaines leur conseillent de retirer leurs plaintes pour que les poursuites prennent fin. Elles n'en ont rien fait et la presse marocaine — surtout celle proche du pouvoir — prend un malin plaisir à décrire en détail les déboires judiciaires de l'ancienne ministre des affaires étrangères. Ce n'est pourtant pas elle qui a pris la décision d'accueillir Ghali pour des «raisons humanitaires», mais après l'avoir écouté, le chef du gouvernement Pedro Sánchez. Après tout il n'était pas le premier dirigeant du Polisario à être traité dans un hôpital espagnol. Devenue alors la bête noire des autorités marocaines, Sánchez éjecta González Laya de son gouvernement lors du remaniement ministériel de juillet 2021. Il le fit sans doute pour apaiser le M
réconciliation. Pein

### UNE GUÉRILLA

Les représailles co
rappellent celles
générale d'études e
tion (DGED), les
marocains, exercè
en 2008 contre Jos
cien chef du gouve
pourtant quitté le p
auparavant. Il avait
te défaite au Maroc
expulsant de l'îlot
en espagnol) les
marocains qui s'y é
«Rachida Dati ence
est le titre qui fit la
daire L'Observateu
tenant au groupe
Media Holding d'A
donner du crédit à
velle, l'hebdomada
espagnol «Intervi
moment un lot d
voyait Aznar emb
joue à la sortie d'u
sien. Aznar porta
mation et Ahmed C
né en Espagne, en
euros d'indemnit
documents publié
2014 dévoilèrent c
étroit collaborateu
que confirma un a
d'un tribunal madr
Ghali par l'Espagn
marqué l'apogée
Madrid et Rabat,
commencé bien
décembre 2020. C
dent Donald Trum
souveraineté du M
occidental. Ce 10 d
rités marocaines
Covid-19 pour ajo
sommet prévu ave
espagnol pour le 1
cutif espagnol ve
tenir deux sommet
et l'Italie, sans que
infecté.

### L'ARME DES IM
### CLANDESTINS

Depuis, Rabat n'a
son voisin du nord.
les 17 et 18 mai 20
immigrés, marocai
majorité (dont u
mineurs), déferlèr
Ceuta (85 000 hab
encouragés par les
marocaines à la r
depuis la plage de
nombreux témoign
rut parmi les adole
ville espagnole ils
grands du football,
Lionel Messi. Deux
rent en faisant la tr
sième mourut en to
D'autres épisodes,
flux migratoire, on
tions bilatérales. E
bassadrice du Mar
ma Benyaich, a
consultation, et ne
n'a toujours pas rej
cinq ports andalou
3 millions d'immig
rentrent dans leur
vacances ont été b
par les autorités
perte énorme pou

IE MÉDIATIQUE MAROCAINE POUR FAIRE FLÉCHIR MADRID

# ER L'ESPAGNE SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

aroc et faciliter la
ne perdue.

**A MÉDIATIQUE**

ntre González Laya
que la Direction
et de la documenta-
services secrets
erent directement
é María Aznar, l'an-
ernement, qui avait
pouvoir quatre ans
infligé une cuisan-
c en juillet 2002 en
de Persil (Peregil
fusiliers-marins
étaient installés.
einte d'Aznar» : tel
une de l'hebdoma-
r du Maroc appar-
de presse Global
hmed Charai. Pour
cette fausse nou-
ire d'investigation
» reçut au même
e photos où l'on
rasser Dati sur la
un restaurant pari-
plainte pour diffa-
Charai fut condam-
n 2011, à 90 000
és. Une série de
s sur Twitter en
que Charai était un
r de la DGED, ce
n plus tard l'arrêt
rilène. L'accueil de
e en avril 2021 a
de la crise entre
mais celle-ci avait
avant, le 10
e jour-là, le prési-
p reconnaissait la
aroc sur le Sahara
décembre, les auto-
invoquèrent la
ourner sine die le
c le gouvernement
7 décembre. L'exé-
enait pourtant de
ts, avec le Portugal
personne n'ait été

**MMIGRÉS**

cessé de harceler
Le pic a été atteint
021, quand 10 000
ns dans une large
un cinquième de
ent sur la ville de
bitants). Ils furent
s forces de l'ordre
ejoindre à la nage
e Fnideq, selon de
ages. Le bruit cou-
escents que dans la
pourraient voir les
, à commencer par
immigrés se noyè-
raversée et un troi-
ombant d'un mur.
avant et après l'af-
t marqué les rela-
En mai 2021 l'am-
oc à Madrid, Kari-
été rappelée en
uf mois après elle
joint son poste. Les
s par où transitent
grés marocains qui
pays pendant leurs
oycottés l'été 2021
du Maroc. «Une
ur les ports espa-

gnols exclus de l'opération», titrait en juin le journal marocain numérique Le 360. Depuis mars 2021, les rapatriements d'immigrés irréguliers, qui se déroulaient pourtant au compte-gouttes, sont pratiquement suspendus, et le flux migratoire submerge toujours les îles Canaries. Plus de 22 000 sans-papiers y ont débarqué en 2021 et, dans les 45 premiers jours de cette année, ce chiffre est en hausse de 116 % par rapport à la même période de l'année dernière, selon le ministère de l'intérieur. Les 340 rafiots qui ont transporté, entre le 1er janvier et le 15 février, 4 753 harraga — dont 8 % de mineurs — ont tous pris la mer à partir du Sahara occidental et du sud du Maroc, sauf un qui est parti du Sénégal, d'après l'enquête de la police espagnole. Les autorités de l'archipel ont déjà sous leur tutelle 3 000 mineurs d'origine marocaine. Cinq jours avant que ces chiffres ne soient dévoilés, le nouveau ministre des affaires étrangères José Manuel Albares faisait encore l'éloge de la coopération marocaine en matière migratoire. La dernière pique marocaine remonte à fin décembre 2021, quand le ministère de la santé s'est fendu d'un communiqué accusant l'Espagne d'envoyer au Maroc des passagers infectés, car elle n'exerçait pas correctement les contrôles sanitaires dans les aéroports espagnols. Aucun autre pays ne s'est plaint du supposé laxisme des vérifications sanitaires espagnoles.

## LE TON CONCILIANT DE MADRID

Patient et résigné à la fois, le gouvernement espagnol n'a cessé de tendre la main au Maroc, sauf pendant les semaines qui ont suivi l'»invasion» pacifique de Ceuta. Pedro Sánchez décrit ce pays comme un «partenaire stratégique» avec lequel il veut développer les meilleures relations. Il a même fait intervenir le roi Felipe VI. Dans son discours de janvier adressé au corps diplomatique, le monarque a invité solennellement le Maroc à «marcher ensemble pour concrétiser une nouvelle relation». Ces paroles bienveillantes ont été accompagnées de gestes concrets. L'Espagne a été, en octobre, le premier État membre à annoncer qu'il fallait faire appel aux deux arrêts du Tribunal général de l'Union européenne qui invalidaient les accords d'association et de pêche entre Bruxelles et le Maroc, car ils incluaient le Sahara occidental. La Commission européenne et le Conseil des ministres de l'UE présentèrent en novembre leur recours auprès de la Cour de Justice, l'instance juridique supérieure.

Plus important, Madrid a accepté de combler le déficit énergétique dont pâtit le Maroc depuis que le président algérien Abdelmajid Tebboune a ordonné fin octobre 2021 la fin du contrat gazier qui passait par le gazoduc via le Maroc pour relier l'Algérie à l'Espagne.

Le Maroc touchait des droits de transit (entre 50 et 200 millions d'euros/an) et il achetait du gaz algérien, soit au total environ 1 milliard de m3 destiné à une centrale électrique de l'Oriental. Depuis novembre, Espagnols et Marocains se sont accordés en secret pour exploiter le gazoduc dans le sens nord-sud, ce qui nécessite quelques changements techniques. Le Maroc, dépourvu de terminal méthanier, achètera du gaz naturel liquéfié (GNL) venu sans doute des États-Unis, qui sera dégazéifié en Espagne avant d'emprunter le gazoduc, selon la ministre marocaine de la transition énergétique, Leila Benali.

## L'ENJEU EUROPÉEN

Que cherche donc Rabat en faisant constamment pression sur son voisin espagnol ? Le ministre marocain des affaires étrangères Nasser Bourita l'avait laissé entendre en janvier 2021, quand il avait appelé l'Europe à «sortir de sa zone de confort» et suivre l'exemple du président américain Trump. Le roi Mohamed VI a été plus explicite dans son discours du 6 novembre dernier à l'occasion de la commémoration de la Marche verte qui permit au Maroc de s'approprier le Sahara en 1975. «Aujourd'hui, nous sommes tout à fait fondés à attendre de nos partenaires qu'ils formulent des positions autrement plus audacieuses et plus nettes au sujet de l'intégrité territoriale du Royaume. (…) Aujourd'hui comme par le passé, la marocanité du Sahara ne sera jamais à l'ordre du jour d'une quelconque tractation». Autrement dit le Maroc ne fera pas affaire avec ceux qui ne reconnaissent pas que le Sahara lui appartient. Il leur cherchera même noise, à en juger par la façon dont il traite l'Espagne.

Ce forcing de Rabat a donné ses fruits avec l'Allemagne, contre laquelle le Maroc déclencha aussi une crise en mars 2021 avec, en arrière-fond, le Sahara. Il est vrai que l'ambassadeur allemand auprès des Nations unies Christoph Heugen avait déclaré en décembre 2020, juste après l'annonce de Trump, que le Sahara occidental était un territoire «occupé», ce que n'oserait jamais dire un diplomate espagnol. Après maints va-et-vient, Berlin a finalement reconnu en décembre, dans un texte affiché sur le site web de son ministère des affaires étrangères, que l'offre d'autonomie marocaine était une «importante contribution» pour résoudre le conflit. Rabat a alors renoué la relation suspendue avec Berlin. Pour le Maroc il est bien plus important que l'Espagne franchisse ce pas, car il s'agit de l'ancienne puissance coloniale et qu'elle est écoutée sur ce sujet. La diplomatie marocaine pense que si Madrid venait à épauler ouvertement sa thèse de la «marocanité», l'Union européenne suivrait. Mais le gouvernement espagnol n'a pas modifié d'un iota sa position sur la question. Dans son discours aux Nations unies, en septembre 2021, Pedro Sánchez a prôné une «solution mutuellement acceptable» sans faire de concession au Maroc. En sous-main cependant, l'Espagne aide le Maroc et pas seulement en soutenant les recours contre les arrêts du Tribunal de Luxembourg. Quand les autorités marocaines présentèrent, en 2007, leur offre d'autonomie pour le Sahara, l'ambassadeur espagnol au Maroc, Luis Planas, leur proposa de l'étoffer avec l'aide de prestigieux juristes espagnols. Six ans plus tard, l'Espagne et la France firent cause commune à New York pour empêcher que John Kerry, alors secrétaire d'État américain, ne modifie le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). Il voulait lui octroyer des compétences en matière de surveillance des droits humains, ce à quoi s'opposait Rabat.

Cette aide discrète ne suffit pas aux autorités marocaines. Malgré la pression migratoire qui terrifie les gouvernements espagnols successifs, Madrid tient bon sur le Sahara. Ce n'est pas que l'Espagne soit fidèle à ses principes, c'est surtout qu'elle a une crainte : quand le Maroc en aura terminé avec le Sahara, il se tournera vers Ceuta et Melilla, les deux villes espagnoles enclavées sur la côte nord-africaine.

SAHARA OCCIDENTAL :

# Une avocate française pointe du doigt le Maroc, un colonisateur invétéré

**L'avocate française Elise Taulet, empêchée vendredi par le Maroc d'accéder aux territoires sahraouis occupés pour rencontrer des prisonniers politiques sahraouis et leurs familles, a déploré le fait que le Sahara occidental soit «un territoire interdit aux étrangers» et regretté «beaucoup d'obstacles» ayant entravé sa mission.**

«Le Sahara occidental est un territoire interdit aux étrangers», a regretté l'avocate qui s'apprêtait à quitter Agadir (Maroc) pour retourner en France après son expulsion. «C'est tout à fait anormal que l'on ne puisse pas aller à Laâyoune (occupée) pour rencontrer les familles des prisonniers alors qu'il y a plusieurs dossiers en cours devant le CAT (Comité contre la torture) de l'ONU et qu'on devrait pouvoir rencontrer les familles des détenus sahraouis», a-t-elle encore regretté. Me Taulet a précisé que l'objectif de sa mission était de «mettre fin au blocus d'accès aux prisonniers politiques sahraouis, notamment ceux du groupe de Gdeim Izik», imposé par l'occupant marocain. Toutefois, elle a évoqué «beaucoup d'obstacles» dressés par les forces d'occupation marocaines, citant, entre autres, de nombreux contrôles et une surveillance policière étroite dès son arrivée à l'aéroport de Casablanca. L'avocate française a été finalement interdite d'aller à Laâyoune occupée et redirigée par une personne «qui ne portait pas d'uniforme» vers le Nord, la sommant de retourner à Agadir. Par ailleurs, Elise Taulet a indiqué qu'elle avait pu rencontrer dans la région de Tan-Tan le prisonnier civil Yahya Mohamed El-Hafed Iza, qui a été libéré le 1er mars après 15 ans de détention.

*L'avocate française Elise Taulet*

«Il y avait un vrai siège de sa maison», a-t-elle fait remarquer, précisant qu'»il y a eu sept policiers en permanence devant chez lui et que personne n'a été autorisé à rentrer dans sa maison». L'avocate a ensuite rendu visite à une famille d'un autre détenu qui «demande simplement à ce que ce dernier soit rapproché de son domicile familial, compte tenu notamment de l'état de santé de sa maman qui ne peut pas se déplacer» à Tan-Tan. Rejetant cette demande, «l'administration pénitentiaire a déplacé ce prisonnier à une prison encore plus loin et sa famille est depuis sans nouvelles, surtout qu'il a été privé de téléphone», a encore déploré Elise Taulet, décrivant ainsi les conditions de détention des prisonniers sahraouis dans les geôles de l'occupant. Dans un récent rapport, le bureau exécutif du Collectif des défenseurs sahraouis des droits humains au Sahara occidental (Codesa) avait condamné les mauvais traitements physiques et psychologiques infligés par le Makhzen aux prisonniers politiques sahraouis dans les geôles marocaines, appelant l'ONU et toutes les organisations internationales de défense des droits de l'Homme à faire pression sur Rabat pour les libérer. Le rapport cite plusieurs cas de prisonniers sahraouis privés de leurs droits, notamment ceux du groupe de Gdeim Izik, dont les familles continuent de se plaindre des tortures physiques et psychologiques subies par leurs enfants et maris, et des pratiques racistes et dégradantes de la dignité humaine dans les prisons marocaines.

**I.M./Agences**

SOUDAN :

## L'armée accepte de prolonger la trêve de 72 heures

L'armée soudanaise a annoncé, dimanche soir, avoir accepté de prolonger la trêve dans le pays pour une durée supplémentaire de 72 heures, en réponse à la médiation américano-saoudienne. «En réponse à la médiation américano-saoudienne, les forces armées ont accepté de prolonger la trêve pour une durée de 72 heures, à compter de la fin de la durée de la présente trêve», a déclaré l'armée dans un communiqué.

«Bien que nous ayons observé les velléités des rebelles (Forces de soutien rapide) d'attaquer certaines positions, nous espérons qu'ils respecteront les dispositions de la trêve, car nous sommes prêts à faire face à toute violation», a ajouté le ministère de la Défense. Les Forces de soutien rapide avaient annoncé, plus tôt dans la journée de dimanche, leur accord pour la prolongation de la trêve humanitaire pour une durée de 72 heures, à partir de dimanche à minuit. Bien que l'armée et les Forces de soutien rapide soient convenues, dans la nuit du 24 avril, d'une trêve humanitaire sous la médiation des États-Unis, qui a été prolongée jeudi soir pour une période de 72 heures, des affrontements ont éclaté entre les deux parties pendant la période de cessation des hostilités.

Plusieurs régions du Soudan sont, depuis le 15 avril, le théâtre d'affrontements majeurs entre l'armée, dirigée par Abdelfattah Al-Burhan, et les Forces de soutien rapide, conduites par Mohamed Hamdan Dagalo «Hemedti», les deux parties s'accusant mutuellement d'être responsables du déclenchement des hostilités. Les Forces de soutien rapide ont été créées en 2013 pour soutenir les forces gouvernementales dans leur lutte contre les mouvements armés rebelles dans la région du Darfour (ouest). Elles ont ensuite assumé d'autres tâches, notamment la lutte contre l'immigration illégale aux frontières et le maintien de la sécurité dans le pays.

**Par Agence Anadolu**

SÉNÉGAL :

## La fièvre hémorragique de Crimée-Congo fait un premier décès

**R.I./Agences**

Le ministère sénégalais de la Santé a annoncé, dans un communiqué rendu public au soir du samedi, un premier décès dû à la fièvre hémorragique de Crimée-Congo à l'hôpital Dalal Jam, situé dans la banlieue de la capitale Dakar, plaçant ainsi le pays en situation d'épidémie.

Le même communiqué a indiqué que les services du ministère se sont mobilisés pour établir la liste des contacts dont le nombre serait de 84, afin d'en assurer le suivi. Ces contacts feraient principalement partie du personnel médical de l'hôpital et des membres de la famille du défunt.

Le docteur Boly Diop, directeur de la surveillance épidémiologique et de la riposte vaccinale au ministère sénégalais de la Santé et de l'action sociale, a fait savoir que les personnes concernées sont actuellement sous surveillance pour déceler d'éventuels symptômes de la maladie.

D'après le Centre sénégalais des opérations d'urgence sanitaire, «73 animaux composés de bovins, ovins et caprins ont été investigués'', sans détecter ''aucun autre cas de fièvre hémorragique de Crimée-Congo'' pour l'heure.

Le virus de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo (FHCC) est une maladie transmise de l'animal à l'homme et entre humains par le contact direct avec du sang ou des tissus des animaux ou des personnes infectés, ou encore par les morsures de tiques infectées. La maladie provoque des flambées de fièvre hémorragique virale sévère d'une létalité de l'ordre de 40 %.

La maladie, qui n'a toujours aucun vaccin ni pour l'homme, ni pour l'animal, est endémique dans certains pays d'Afrique, d'Asie, des Balkans et du Moyen-Orient.

ONU :

## Guterres dépêche le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires au Soudan

Le porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies s'est dit préoccupé par l'impact immédiat et à long terme des affrontements sur les populations du Soudan et de la région En raison de l'aggravation de la crise humanitaire dans le pays, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a décidé de dépêcher au Soudan le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Martin Griffiths. C'est ce qui ressort d'un communiqué du porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, Stephane Dujarric, publié, dimanche, sur le site Internet des Nations Unies.

«A la lumière de la crise humanitaire qui se détériore rapidement au Soudan, le Secrétaire général a décidé de dépêcher immédiatement dans la région le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths», indique le communiqué.

«L'ampleur et la rapidité des événements au Soudan sont sans précédent. Nous sommes profondément préoccupés par l'impact immédiat et à long terme de ces événements sur les populations du Soudan et de la région», ajoute le communiqué.

Les Nations unies ont renouvelé leur appel à «toutes les parties au conflit pour qu'elles protègent les civils et les infrastructures civiles, permettent à la population civile fuyant les hostilités de circuler en toute sécurité, respectent les travailleurs humanitaires et leurs effets, facilitent les opérations de secours et respectent le personnel médical, les moyens de transport et les installations sanitaires».

Plusieurs régions du Soudan sont, depuis le 15 avril, le théâtre d'affrontements violents entre l'armée, commandée par Abdelfattah Al-Burhan, et les Forces de soutien rapide, menées par Mohamed Hamdan Dagalo «Hemedti», les deux parties s'accusant mutuellement d'être à l'origine du déclenchement des hostilités.

La force d'occupation marocaine a également opté pour une politique de transfert forcé des prisonniers sahraouis vers plusieurs prisons loin de leurs familles, pour empêcher les visites.

**I.M.**

# Le complexe sportif Kerkeb-Mokhtar, un projet sportif de dimension nationale et continentale

**Le projet du complexe sportif "Défunt Moudjahid Kerkeb Mokhtar ", lancé récemment, disposera d'un terrain de football recouvert de gazon artificiel de cinquième génération et d'une piste d'athlétisme, ainsi que de tribunes couvertes d'une capacité de 2.000 spectateurs et d'une salle d'honneur...**

Le président de la commission ministérielle conjointe pour le traitement du dossier du professionnalisme dans le football, Ameur Mensoul, a affirmé à El Bayadh, que le complexe sportif "défunt Moudjahid Kerkeb Mokhtar", en cours de réalisation au chef lieu de wilaya, constitue un acquis sportif important devant accueillir d'importants événements sportifs nationaux et continentaux. Lors de sa visite du projet de réalisation de ce complexe sportif dans la zone de Draâ Lahmar, accompagné des membres de la commission, qui comprend des cadres centraux du ministère de la Jeunesse et des Sports et le président de la Ligue professionnelle de football professionnel, Abdelkrim Medouar, et en présence des autorités locales, M. Mensoul a souligné que cette infrastructure est un pôle sportif prometteur pour abriter des compétitions sportives de haut niveau, nationales et continentales, eu égard aux structures qu'elle renferme. Cette infrastructure sportive, qui s'étend sur une superficie de 5 hectares, abritera les stages des équipes, clubs et associations sportives, en raison de son emplacement dans une zone forestière ouverte et de son altitude (1.452 mètres), ce qui est une hauteur idéale pour la préparation des élites sportives durant toutes les saisons de l'année, selon le même intervenant. A noter que le projet du complexe sportif "défunt Moudjahid Kerkeb Mokhtar ", lancé récemment, disposera d'un terrain de football recouvert de gazon artificiel de cinquième génération et d'une piste d'athlétisme, ainsi que de tribunes couvertes d'une capacité de 2.000 spectateurs et d'une salle d'honneur.

Ce projet, qui a nécessité une enveloppe financière de 360 millions DA pour un délai de réalisation fixé à 16 mois, sera doté, ultérieurement, d'autres structures, à l'instar d'une piscine, une salle omnisports et une auberge de jeunes.

La même commission a aussi inspecté le complexe sportif "Chahid Zakaria Medjdoub" d'El Bayadh, où l'équipe du MB El Bayadh évoluant en première ligue professionnelle de football accueille ses adversaires, et ce, dans le cadre du travail de cette commission, qui s'enquiert de l'état des stades en vue de leur homologation pour abriter des matchs continentaux, selon les caractéristiques arrêtées par la Confédération africaine de football (CAF) et organismes internationaux de football. Une commission conjointe pluridisciplinaires présidée par le wali d'El Bayadh accompagne cette commission ministérielle pour s'enquérir de visu des différents aspects fixés par le cahier des charges de la CAF, en vue d'homologuer le stade pour abriter des rencontres de compétitions africaines, à l'avenir, ont souligné les services de la wilaya.

**APS**

## BUNDESLIGA : LA DIRECTION DES ARBITRES RECONNAÎT UNE ERREUR AUX DÉPENS DE DORTMUND

La direction sportive des arbitres allemands a reconnu hier une erreur sur une faute non sifflée sur l'attaquant de Dortmund Karim Adeyemi, qui aurait dû conduire à un penalty pour le Borussia contre Bochum (1-1) vendredi soir en championnat d'Allemagne. En tête de la Bundesliga avec un point d'avance sur le Bayern Munich avant cette 30e journée, le Borussia Dortmund n'a pu faire mieux que match nul sur la pelouse de Bochum. Avec ce résultat, le Borussia est sous la menace des Munichois (59 points contre 61), qui recevaient hier la lanterne rouge, le Hertha Berlin. A la 65e minute de la rencontre, l'attaquant de Dortmund Karim Adeyemi a été taclé dans la surface de réparation par le défenseur de Bochum Danilo Soares, averti en première période (30e). L'arbitre de la rencontre Sascha Stegemann n'a pas sifflé la faute et n'a pas eu recours à l'assistance vidéo (VAR). "Le défenseur se jette de l'arrière et sur le côté avec ses deux jambes dans la lutte pour le ballon. Il ne joue pas la balle et touche à la place le joueur adverse, le faisant tomber. C'est une faute et un penalty", a estimé la direction sportive des arbitres allemands dans un communiqué samedi. Elle estime que dans ce genre de situation, l'arbitre doit prendre la bonne décision sur le terrain, "sans qu'une aide de l'assistance vidéo soit nécessaire". "Aujourd'hui, l'arbitre a décidé de l'issue de la rencontre. A cinq journées de la fin, lorsqu'il en va du titre de champion d'Allemagne, ne pas regarder cette situation, j'estime que c'est négligent, lâche et complètement faux", a pesté le directeur sportif de Dortmund, Sebastian Kehl, vendredi, après la rencontre.

**R.S.**

FOOT/ COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1/4 DE FINALE-RETOUR)

## L'USM ALGER EN DEMI-FINALE

L'USM Alger s'est qualifiée pour la demi-finale de la Confédération africaine de football (CAF), malgré sa défaite devant l'AS Far sur le score de 3-2 (mi-temps 1-1), dimanche soir, pour le compte des quarts de finale (retour). L'équipe locale a ouvert le score (9') avant que les Usmistes n'égalisent trois minutes plus tard, par l'intermédiaire de Saâdi Rédouane. En seconde période, les locaux ont ajouté un second but (60'), avant que Khaled Bousseliou n'égalise à la 78e. Et malgré un 3e but concédé à la 90+6 sur pénalty, l'USM Alger a réussi son pari de se qualifier aux demi-finales. Au match aller joué au stade du 5 juillet (Alger), l'USMA s'était imposée sur le score de 2-0, sur des réalisations de Saâdi Redouani (44e) et Zinédine Belaïd (62e). En demi-finale, le représentant algérien affrontera l'ASEC Mimosa de la Côte d'Ivoire, qui a éliminé l'US Monastir de Tunisie en le battant sur le score de 2 à 0, dans la journée du dimanche à Bouaké (Côte d'Ivoire). Les buts des Ivoiriens ont été inscrits par Franck Carlos Zouzou (45) et Peodoh Pacome Zouzoua (91). Au match aller, disputé dimanche dernier à Radès, les deux équipes n'ont pu se départager (0-0). La demi-finale aller aura lieu le 10 mai, alors que le retour se jouera le 17 mai.

**R.S.**

TENNIS/MASTERS 1000 DE MADRID

## ÇA PASSE POUR ALCARAZ, RUUD ÉLIMINÉ D'EMBLÉE

L'Espagnol Carlos Alcaraz, deuxième joueur mondial et tenant du titre au Masters 1000 de Madrid, a été malmené vendredi pour son entrée en lice dans le tournoi par le Finlandais et 41e mondial Emil Ruusuvuori, mais a fini par l'emporter en trois sets 2-6, 6-4, 6-2. L'ocre de Madrid, qui lui avait tant souri la saison passée, lui a cette fois procuré des sueurs froides: le jeune phénomène de Murcie a perdu le premier set, victime du déchet dans son jeu, et a continué à souffrir de ses imprécisions jusqu'au milieu du deuxième set, où il a enfin fini par breaker le Finlandais à 4-3. Alcaraz, vainqueur du tournoi ATP 250 de Barcelone dimanche, affrontera au troisième tour le Bulgare Grigor Dimitrov (32e mondial), qui est venu à bout du Français Grégoire Barrère (56e mondial) dans la difficulté 7-6 (8/6), 7-6 (7/2). De son côté, le Norvégien Casper Ruud, 4e mondial et tête de série N.3 à Madrid, a été éliminé sèchement dès son entrée en lice au deuxième tour du tournoi par le jeune Italien Matteo Arnaldi (105e mondial) 6-3, 6-4. Arnaldi, 22 ans et issu des qualifications, affrontera au troisième tour l'Espagnol Jaume Munar (88e mondial), qualifié après l'abandon du vétéran néerlandais Tallon Griekspoor après le premier set. Le Russe Andrey Rublev, 6e mondial et récent vainqueur à Monte-Carlo, s'est de son côté défait du Suisse Stan Wawrinka 7-5, 6-4 en une heure et dix-sept minutes pour son premier match dans le tournoi.

**R.S.**

CAN U17

## "NOUS SOMMES PRÊTS POUR CE DÉFI"

L'entraineur de la sélection d'Afrique du Sud de football des moins de 17 ans (U17), Duncan Crowie, a affirmé à Constantine, la détermination de son onze à réaliser des résultats positifs à l'occasion de la 14ème édition de Coupe d'Afrique des Nations 2023 (Algérie, 29 avril-19 mai) dont les rencontres du groupe B se dérouleront au stade Chahid Hamlaoui de Constantine. Dans une conférence de presse animée au stade Chahid Hamlaoui, le technicien sud-africain a affirmé à la veille du match contre le Maroc dimanche (20h00) que son équipe est "prête pour entamer cette compétition continentale qualificative pour la Coupe du Monde". Il a également relevé que toutes les formations ont des chances égales, estimant qu'il faut se concentrer sur le rendement des joueurs sur le terrain. Il a également affirmé que c'est "une chose fantastique de venir de l'extrémité du continent africain pour découvrir en Algérie un stade magnifique qui porte le nom du leader Nelson Mandela". Il a aussi noté que l'accueil à Constantine a été formidable et marquée par l'hospitalité et de très bonnes conditions avec un stade et des équipements de qualité qui permettent de travailler très à l'aise. Le capitaine de l'équipe U17 Sud-africaine Benjamin W. a affirmé de son côté que ses coéquipiers se sont bien préparés pour cette compétition qu'ils espèrent bien entamer avec l'espoir de réaliser un bon tournoi.

**APS**

SIDI BEL-ABBÈS :

## TROIS CONCOURS NATIONAUX DANS LE CADRE DU MOIS DU PATRIMOINE

La Direction de la culture et des arts de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a programmé trois concours nationaux dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine, qui se tient, cette année, sous le slogan "Le patrimoine culturel algérien et ses prolongements africains", a-t-on appris auprès de cette direction. Ces concours seront organisés au niveau du jardin public "Jardin des martyrs" du centre-ville de Sidi Bel-Abbès, les 15 et 16 mai en cours, dans le cadre de l'encouragement des créateurs et la préservation du legs culturel.

Un concours d'arts plastiques du meilleur tableau exprimant la fusion entre le patrimoine algérien, africain et autres a été programmé, outre celui de la meilleure performance de danse populaire du patrimoine algérien et africain, sachant que les œuvres présentées dans les deux concours, dans la catégorie d'âge de 16 ans, seront évaluées par deux jurys composés de spécialistes. Un troisième concours sera dédié au meilleur plat de couscous algérien et africain, qui est un concours national ouvert aux femmes de la catégorie de plus de 18 ans dans lequel les critères de sélection seront axés sur le goût et la présentation du plat, sous la tutelle d'un jury composé de spécialistes dans l'art culinaire. La participation à ces concours est ouverte jusqu'au 15 mai en cours et les candidats doivent retirer les formulaires de participation auprès de la Direction de la culture et des arts. Les résultats de ces concours nationaux, organisés en collaboration avec l'APC de Sidi Bel-Abbès, seront affichés le 18 mai prochain, lors de la cérémonie de clôture du Mois du patrimoine, en honorant les lauréats. **I.M./Agence**

MOHAMED TOURI

# L'enfant de Blida, un humoriste révolutionnaire

**Natif de Blida, le défunt Mohamed Touri figure parmi les plus grands comédiens burlesques algériens, doublé d'un révolutionnaire, rendu célèbre au siècle dernier grâce à ses œuvres impérissables, qui ont fait sourire les Algériens à une époque où ces derniers souffraient de la cruauté et de l'injustice des colonialistes français, lit-on dans un livret publié par la famille de l'artiste.**

En effet, le regretté Touri a réussi, grâce à un langage simple, assimilé par petits et grands, à toucher le cœur des Algériens et à leur donner le sourire dès ses débuts comme artiste, et ce, jusqu'au jour d'aujourd'hui, soit 64 ans après sa mort, un certain 29 avril 1959, selon le même livret qui aborde la carrière du défunt Touri, et dont une copie a été remise à l'APS.

"Les œuvres du défunt Mohamed Touri étaient des sortes de messages comiques, qui se terminaient souvent par une sorte de maxime, +Zaâit, Maâit Neggaz El-Haït+ et +Debka, ou Bek oua Bouhedba+", avait indiqué sa fille Naima dans une déclaration précédente, notant que son père s'attachait particulièrement à "intégrer des messages sociaux et révolutionnaires dans ses représentations et sketchs comiques".

Naima Touri avait également évoqué les idées nationalistes de son père, à l'origine de sa détention par les autorités coloniales en 1956, avant son décès le 29 avril 1959, deux mois après sa sortie de la prison de Serkadji, où il a subi toutes les formes de tortures possibles, ayant emporté à jamais l'un des plus grands humoristes et comédiens en Algérie.

En dépit de sa mort à seulement 45 ans, un âge où il avait encore tant à donner à l'Algérie et à l'art en général, Mohamed Touri a réussi à laisser un legs des plus prolifiques à la comédie sociale et au théâtre comique algérien.

Touri est né à Blida le 9 novembre 1914, au sein d'une famille modeste. Il a appris le Coran à l'école El-Houda de sa ville natale, au même titre que la langue arabe, avant de rejoindre "El madrassa El Houra" (l'Ecole Libre) de l'Association des Oulémas algériens à Constantine, où il s'imprégna des valeurs du nationalisme et du patriotisme, qui ont marqué son parcours artistique.

Mohamed Touri retourna à Blida en 1928. Il adhéra alors à la troupe théâtrale des scouts "Amel Blida", fondée par le militant Moussa Khedioui, également père fondateur, dans la région, de toutes les associations culturelles et sportives du début du siècle dernier.

Il rejoint par la suite la troupe de l'association "El-Hayat", dirigée par le maître de la musique andalouse Mohieddine Lekhal. C'est là qu'il rencontra de nombreux artistes célèbres, dont Dahmane Benachour et Ben Kerkoura.

Touri a légué pour la postérité un riche palmarès, englobant des chansons comiques, dont les célèbres "Ana Mellite" (je suis blasé), "Flouss Flouss" (argent, argent) et "Hadi Hiya Somba", (c'est ça la Samba), toutes apprises par cœur par les Algériens à l'époque.

A cela s'ajoutent des films comiques, dont "Maârouf El Iskafi" (Maârouf le cordonnier), "El Kilo" (le soulard) et "Fel Kahoua" (au café), dont la popularité est toujours intacte, et tous conservés dans les archives de la Télévision algérienne, avec possibilité de leur visionnage via des réseaux sur la Toile.

Le théâtre de la ville de Blida porte le nom de Mohamed Touri, en hommage à ce grand artiste.

De nombreuses associations culturelles fondent de grands espoirs sur le rétablissement de la renommée de cet établissement culturel afin de permettre l'émergence de nouveaux talents en herbe dans le 4e art. **I.M./agence presse service**

## L'ancien directeur du TNA Saïd Bensalma n'est plus

L'ancien directeur du Théâtre national algérien (TNA) et du Festival national du théâtre professionnel, Saïd Bensalma, est décédé dimanche à Alger à l'âge de 77 ans, selon le TNA. Saïd Bensalma était parmi les premiers étudiants à rejoindre l'Institut supérieur des arts dramatiques (1965-1970) où il a incarné de petits rôles dans des épopées historiques comme "Ivanhoe" du Français Henry Cordero (1966) et "Le cadavre encerclé" de Kateb Yacine (1968). Il a initié sa carrière professionnelle avec le TNA, en tant que comédien. Il a joué dans plusieurs pièces, dont "Porte ouverte" de Slim Riad et "Beni Kelboun" de Ould Abderrahmane Kaki (1973), outre sa collaboration avec Ziani Cherif Ayad dans la réalisation de la pièce "Le cimetière" (1974). Le regretté a également travaillé aux services de gestion et à l'administration du TNA, en 1976, avant d'être nommé directeur du TNA en 1985. Il était aussi membre fondateur du Festival national du théâtre professionnel de 1985 à 1987. En 1999 il a réalisé la pièce "Echereb Lebhar" et créé parallèlement la première troupe des enfants au niveau du théâtre national. Il a le mérite d'avoir lancé la première caravane culturelle. Le défunt était également président du jury du 9e Festival national du théâtre professionnel (2014) et a présidé la direction technique du théâtre national (2015-2016). **M.Dj.**

MOIS DU PATRIMOINE :

## L'Algérie, carrefour des cultures africaines à travers le temps

L'Algérie a constitué de tout temps un carrefour pour les cultures africaines, a estimé dimanche à Sétif Dr Djawhar Brahim, de l'Institut d'archéologie de l'université Alger-2, dans une conférence sur le patrimoine culturel algérien et ses prolongements africains. Dans son intervention à la rencontre initiée par le Musée national de Sétif dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine (18 avril-18 mai), la même universitaire a assuré que l'Algérie a toujours été un passage et un carrefour des cultures africaines depuis les premières civilisations humaines à ce jour. Cet entrelacement culturel remonte loin dans la préhistoire, surtout que l'Algérie fut un des plus anciens berceaux de l'humanité avec des sites remontant jusqu'à 2,4 millions d'années dont celui d'Ain Boucherit dans la commune de Guelta Zarga (est de Sétif), a ajouté l'universitaire. Les mouvements humains à travers l'histoire via le Sud et la Méditerranée ont favorisé les influences mutuelles entre les cultures algériennes et celles d'Afrique, a ajouté l'académicienne. Une des preuves de cette réciprocité des influences est la similarité entre les outils lithiques découverts sur le site d'Ain Boucherit (2,4 millions d'années) et ceux trouvés sur le site de Gona en Ethiopie qui remontent à 2,6 millions années en dépit des milliers de kilomètres qui les séparent, a relevé Dr Djawhar Brahim.

Des enseignants, des étudiants et intellectuels ont assisté à cette conférence qui a donné lieu à la présentation de six communications.

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

WILAYA D'ADRAR
DAIRA DE ZAOUIET KOUNTA
COMMUNE DE ZAOUIET KOUNTA
N I F: 098401115014834

## *AVIS D' ATTRIBUTION PROVISOIARE*

Conformément aux disposition de l'art 13, 14 du décret présidentiel N 15-247 DU 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public.
Pour Avis d'appel d'offres national ouvert avec Exigence de Capacités Minimales N° 03/2023 , dans un journal ( أفريكا تيوز ) et (L'EXPRESS) date 30/03/2023 pour objet l'exécution du Projet: :

**Réalisation d'une place publique au siège de la commune**

Après évaluation et l'analyse des offres donner L'attribution provisoire du Projet comme suite :

| N | INDENTIFICATION DU PTOJET | FOURNISSEUR | MONTON EN TTC | MONTON RECTIFICATIF EN TTC | DELAIS | NOTAON | OBSERVATION |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Réalisation d'une place publique au siège de la commune | ETB AZIZI MEBROUKA NIF 298201220032053 | 23.856.121.50 DA | 23.856.121.50 DA | 04 MOIS | 38.00 POINS | Meilleur Offre |

Les entreprises consultées qui contestent le choix opéré par le service contractant peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés de la commune de Zaouiet Kounta dans un délai de 10 jour à compter de la première publication du présent avis d'attribution provisionne dans la presse National .

Conformément du décret présidentiel N 15-247 DU 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public .

L'EXPRESS DU 02/05/2023 — ANEP : N° 2316010371


L'EXPRESSDZ®

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations...
Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Ou adressez-vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**

E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

**Suivez-nous sur : www.lexpressquotidien.dz Ou sur notre page Facebook : l'EXPRESSDZ**


**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**
**MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE**
**OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE**
**DE LA WILAYA DE BEJAIA**
**NIF/ 001006018693331**

## AVIS D'INFRUCTUOSITE
## DE 4 ème AVIS A LA CONSULTATION
## N°009/DMO/2023

Conformément aux dispositions de l'article 52 alinéa 07 du décret présidentiel 15/247 du 16 /09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (O.P.G.I) de BEJAIA, informe l'ensemble des soumissionnaires que l'Avis à la consultation N°009/DMO/2023, parue dans les quotidiens nationaux "الغد الجزائري" en langue arabe et " **L'express** " en langue française en date du 29/03/2023, portant la réalisation du reste à réaliser de projet cités ci-dessous.

1. **Projet** : RAR 80 Logts LPL à CHEMINI.
**Programme** : 2000 Logts LPL A/W année 2011
**Lot** : **TCE y compris VRD + commerces**

Est déclarés infructueux, **pour motif :** aucun pli reçu

L'EXPRESS DU 02/05/2023 — ANEP : N° 2316010450

**République algérienne démocratique et populaire**

Wilaya d'Illizi
Commune d'ILLIZI

Code fiscal 098 433 015 066 130

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ouvert avec exesigences de capacité minimales
N ..../2023 -

Le président d'assemble populaire d'Illizi lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exesigences de capacité minimal dans le cadre de l'opération :

«Extention et aménagement de la salle de soin Hdeb Est - illizi

les entreprises intéressées ayant une qualification dans le domaine bâtiment classification III Et/ou plus activité principale OU secondaire peuvent soumissionner en un lot ou plusieurs; et ils doivent s'approcher au service technique de l APC D ILLIZI contre une quittance de payement de 2000 DA du trésorier communal.

Les soumissionnaires doivent adresser leurs soumissions au pésident d'APC de la commune d'Illizi sous (02) plis anonymes et fermés comprenant l'un, l'offre technique , l'autre, l'offre financière présentées tous dans une enveloppe extérieure fermée et anonyme portant de façon apparentes la mention :

ne pas ouvrir
A Monsieur : le Président de l' A P C d'Illizi

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ouvert avec exesigences de capacité minimales
PROJET «Extention et aménagement de la salle de soin Hdeb Est - illizi

et ceci dans un délai de 10jours à partir de la 1ère parution du présent avis , dans les journaux nationaux et au bomop

La soumission doit comprendre les pièces suivantes :

- Offre Financière ; - Modèle de la soumission dûment rempli, daté et signé.
  - Bordereau des prix unitaires + Devis quantitatif et estimatif dûment remplis, datés et signés.
- Offre Technique ;
  - la présente instruction aux soumissionnaires dûment paraphée.
  - Modèle de la déclaration à souscrire+..déclaration de propité. dûment rempli, daté et signé.
  - Cahier de prescriptions spécialisées (C.P.S) signé et paraphé.

-Certificat de qualification catégorie III et plus en bâtiment activité principale OU secondaire ,en cours des validité copie conforme et légalisée).
- Extrait de rôle apuré ou accompagné d'un échéancier en cas de dette en cours de validité .
-Mise à jours (CNAS/CASNOS/CACOBATPH) en cours de validité à la date de la soumission
- Statut (pour les sociétés
- Registre de commerce électronique
- Copie légalisé des bilans fiscaux des 03 dernieres années
- Planning d'exécution des travaux
- La liste des moyens materiels mis a la disposition du projet appuyé par des (pièces justificatives).
- La liste de l encadrement du projet appuyeé par des (pièces justificatives).

Attestation de réalisation de projets similaires établies par les maîtres d'ouvrages des 05 dernieres années(attestation d'exécution dans le domaines
- Un copie lisible et légalisée de la carte fiscale
- Attestation de depot des comptes sociaux pour les entreprises concernees copie légalisée ( dans le contraire l' offre du soumissionnaire serra rejetée.)

NB : Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant( 90+ 10 jours duree de préparation des offres) .Toutes les offres doivent être déposées le dernier jour (le 10ème jours) à compter du 1er jour de la publication du présent avis sur le bomop ou les quotidiens nationaux ; et la dernière heure de dépôt est à 12h00, et l'ouverture des plis techniques et financières aura lieu en séance publique au siège de l'APC d'Illizi à 14h30mn au même jour de la date du dépôt des offres, en cas ou cette date coïncide avec un jour férié le dépôt et l'ouverture sera reportee au premier jour Ouvrable qui suit cette date à la même heure, par conséquent les soumissionnaires sont invités à y assister.

L'EXPRESS DU 02/05/2023 — ANEP : N° 2316010484

SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE :

# ET SI L'EUROPE CESSAIT D'UTILISER L'ÉLECTROMÉNAGER «COMME EN 1970» ?

Dans une chronique, «The Washington Post» tord le cou à certaines idées reçues sur l'utilisation et la consommation de nos appareils électroménagers. Et donne quelques conseils pour une meilleure efficacité énergétique.

«Nous utilisons notre électroménager comme en 1970. Il y a mieux à faire.» Voici le titre, sans équivoque, d'une chronique environnementale publiée par The Washington Post. L'éditorialiste Michael J. Coren y rappelle qu'en ces temps de crise climatique et de sobriété énergétique, l'efficacité de nos appareils électroménagers est un facteur d'économie.

L'idée d'alléger la facture en optimisant l'usage des lave-vaisselle ou la durée d'utilisation des lampes n'est pas nouvelle. «Tout commence au milieu des années 1970 quand, compte tenu de la crise pétrolière, plusieurs États américains, la Californie en tête, mettent en place des normes d'efficacité énergétique pour les appareils ménagers», écrit Michael J. Coren. Une situation analogue à celle d'aujourd'hui. Malgré quelques résistances, notamment celle de l'administration Trump, les politiques publiques américaines tendent à renforcer les normes d'efficacité.

C'est notamment le cas avec le plan promulgué par Joe Biden en août 2022, répondant au nom d'Inflation Reduction Act, qui instaure, entre autres, de nouvelles normes encore plus strictes. «Les récents efforts en la matière ont réduit de 500 dollars la facture annuelle d'un ménage américain moyen, et de 7 % les projections concernant la consommation énergétique des États-Unis, selon les chiffres de l'Appliance Standards Awareness Project», détaille le journaliste du Washington Post.

### VAISSELLE, FRIGO ET THERMOSTAT

Et pour continuer d'économiser en période d'inflation, Coren propose quelques pistes. Premièrement ne rincez plus les assiettes avant de les mettre au lave-vaisselle :

«Les lave-vaisselle d'aujourd'hui sont conçus pour pouvoir éliminer les aliments séchés des assiettes, afin que l'utilisateur puisse attendre que la machine soit pleine pour faire un lavage. On retire manuellement les restes, et c'est tout.»

Concernant le réfrigérateur, il est recommandé de ne pas régler la température trop haut. Maximum 4 °C. «Mais la plus grosse erreur est de garder un frigo beaucoup trop vieux», prévient cependant Michael J. Coren.

Il est également préférable de moduler le chauffage de son domicile au lieu de caler le thermostat sur une température unique. Sur le linge, «le principal changement d'habitude à faire est de laver à froid», car les machines actuelles lavent aussi bien à l'eau froide qu'à l'eau chaude.

Enfin, et cela peut paraître paradoxal, le Washington Post conseille de remplacer vos vieux appareils par des nouveaux. Car les maintenir en activité «au-delà de leur durée de vie moyenne, c'est juste reporter un remplacement nécessaire, tout en jetant de l'énergie, et donc de l'argent, par les fenêtres».

**I. M.**

AVEC ERDOGAN, LA TURQUIE EST DEVENUE UNE SUPERPUISSANCE

# Qu'est-ce qui fait peur à l'Europe?

**Voilà vingt ans que Recep Tayyip Erdogan dirige la Turquie. Depuis quelques années, il mène une politique étrangère très ambitieuse, saluée, dans un billet enflammé, par le journal progouvernemental «Takvim». Bien que tous les médias turcs ne partagent pas cet avis.**

Sur ces terres, depuis des centaines d'années, résonne chaque matin à l'aube l'appel à la prière et le chant du coq. Ailleurs dans le monde, et particulièrement en Occident, aux mêmes heures, c'est le braiment des ânes qu'on entend, celui des journaux que l'on distribue, des médias que l'on allume.

Parmi eux se trouve l'agence Reuters, qui, la semaine dernière, publiait une annonce pour le recrutement d'un nouveau chef de bureau en Turquie. Ils cherchent un nouveau valet, une plume locale acérée pour écrire sur la Turquie, pour s'en prendre à ce pays et à son président. Car Erdogan, à leurs yeux, est coupable. Son crime est clair : «Erdogan a lancé la Turquie dans une politique diplomatique et militaire agressive qui s'étend du sud du Caucase jusqu'à l'Afrique du Nord», est-il précisé dans l'annonce.

Au même moment, le magazine américain Foreign Policy s'est joint au concert des braiments. «Attention, hurlent-ils à s'en déchirer les cordes vocales, si les six partis d'opposition tardent à déclarer leur candidat [face à Erdogan pour l'élection présidentielle du printemps], cela risque de bénéficier à l'AKP. »

### Médiateur pour la circulation du blé ukrainien

Rongés par l'inquiétude, les voilà qui s'improvisent conseillers de l'opposition. Ils s'en prennent tous à Erdogan, qui poursuivrait selon eux une politique «expansionniste» à laquelle l'opposition pourrait, espèrent-ils, mettre un terme pour mener une politique plus «libérale et pluraliste». Voilà ce qu'ils souhaitent, stopper l'expansion de la Turquie.

Car oui, nous faisons notre entrée en Afrique, en y chassant l'Occident.

Mais sans la coloniser, sans commettre des massacres comme l'a fait l'Occident mais en tendant les bras aux populations locales. C'est d'ailleurs grâce à nous et à notre rôle dans les négociations pour garantir la circulation du blé russe et ukrainien en mer Noire qu'une famine sur le continent africain a été évitée.

**Courrier International**

# En Inde : le fléau des faux invités pilleurs de mariage

Chaque année, durant la saison des mariages, la police arrête plusieurs gangs qui dérobent argent, bijoux et autres cadeaux offerts aux jeunes mariés, raconte «The Indian Express».

Kishan, 22 ans, avait pris soin de porter un costume neuf. Avec deux complices, il s'est ensuite rendu dans la salle des fêtes de Karkardooma, à New Delhi. Là, les trois compères se sont présentés comme des parents du marié. «L'adolescent que Kishan avait présenté comme son neveu est parti jouer avec les enfants présents au mariage, et les deux autres voleurs se sont fondus dans la masse, félicitant le couple et discutant avec les invités», raconte The Indian Express, quotidien anglophone de référence, dans son édition du 17 janvier.

Quelques heures plus tard, ils s'étaient évaporés dans la nature. Tout comme l'équivalent de 2 000 euros d'argent liquide, offert aux jeunes mariés par leurs vrais invités.

### UN MILLION D'EUROS DE BIJOUX ET D'ARGENT

«La branche de la police de Delhi chargée des affaires criminelles a arrêté les trois hommes le mois dernier pour leur implication dans six vols lors de mariages à travers Delhi et sa banlieue, où ils auraient décampé avec des bijoux et de l'argent», pour une valeur supérieure à un million d'euros.

Alors que la saison des mariages bat son plein, la police a lancé une dizaine d'opérations de ce type, et deux gangs ont déjà été arrêtés le mois dernier. Chaque année, à la même période, quatre ou cinq groupes de voleurs impliqués dans de multiples casses de mariage sont coincés par la police.

Complices en culottes courtes

Les forces de l'ordre conseillent aux organisateurs de mariage de renforcer la sécurité des événements afin d'empêcher les trouble-fêtes de se glisser parmi les convives. «Nous faisons circuler des photos des membres de gangs qui ont ciblé des mariages», a déclaré un policier à l'Indian Express.

Ces gangs embauchent généralement des enfants de villages pour les aider à réaliser ces vols. «Les mineurs suivent une formation sur la façon de repérer les bijoux et autres objets coûteux lors d'un mariage et sur la façon de créer des distractions», explique la police dans l'article. «L'enfant a pour instruction de ne pas révéler le nom de ses complices, s'il est pris.»

**Courrier International**

# Loisirs : ces «Fritidsbanken» suédoises où tout s'emprunte : un ballon, une tente ou des skis

Pour repartir avec un objet, une seule condition : laisser son nom et son numéro de téléphone. Depuis 2013, les «banques du temps libre» démocratisent l'accès au loisirs dans le pays scandinave. Présentes dans un tiers des communes, elles rencontrent un franc succès, rapporte le quotidien de Stockholm «Svenska Dagbladet».

«C'est incroyable que l'on ait quelque chose comme ça en Suède», s'enthousiasme Ladina Kibirige, dont Svenska Dagbladet rapporte les propos. La Suédoise a découvert il y a peu la Fritidsbanken de sa ville, Märsta, dans le comté de Stockholm. Cet après-midi d'hiver, elle vient y prolonger un prêt et échanger une paire de patins à glace empruntée plus tôt. Dans ces banques du temps libre (traduction littérale de Fritidsbanken), présentes dans près d'un tiers des communes du pays, la philosophie est simple : «Tout le monde peut emprunter, tout est gratuit», résume le journal scandinave. C'est «comme une bibliothèque, mais avec des équipements sportifs et de plein air», synthétise le site officiel de l'organisation.

Une paire de skis, des bottes en caoutchouc, un ballon de football ou une tente pour aller camper : on y trouve de tout. Et pour les ramener chez soi ? Rien de plus simple. Il suffit de laisser son nom et son numéro de téléphone, et le tour est joué. Le matériel de loisir est à disposition pour deux semaines.

### «ICI, TOUT SE RECYCLE»

L'idée est née en 2013, dans le village de Deje (dans le sud-ouest du pays). Fondées par la femme diacre Carina Haak, ces banques du temps libre portent un projet profondément égalitaire, souligne Svenska Dagbladet :

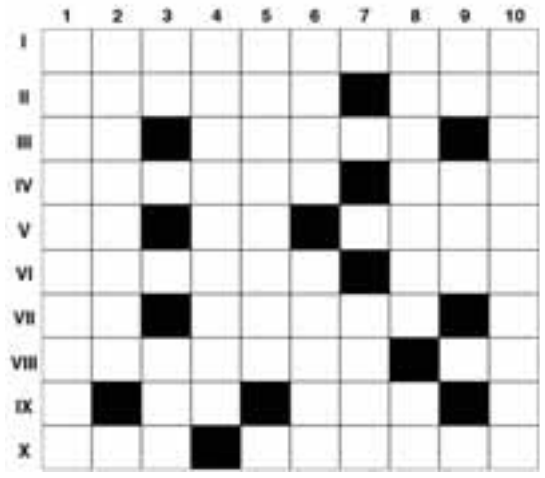
«Carina Haak pensait que tout le monde devrait avoir accès à des équipements de loisirs et avoir la possibilité d'essayer différentes activités sans devoir acheter de nouvelles choses à chaque fois.»

Les organisations sont financées par les impôts et administrées majoritairement par les communes. Si la plupart de leurs stocks viennent de dons d'objets de particuliers, «des organisations et des entreprises apportent également leur contribution», précise le quotidien suédois. Et tout ce qui ne peut pas être prêté en l'état n'est pas perdu, souligne Ola Holmberg, gestionnaire de l'organisation à Märsta : «Ici, tout se recycle. Quand on travaille ici, il faut être dans cet état d'esprit. Là, par exemple, nous avons réparé les crochets de skis de fond à l'aide de vieux rayons de roues de vélo.»

«Au début, personne ne pensait que cette organisation aurait l'importance qu'elle a aujourd'hui», reconnaît Henric Byström, porte-parole de Fritidsbanken Suède. Pourtant, rien que l'année dernière, dix-huit nouveaux lieux ont ouvert dans le pays. Il en compte désormais 124, précise le journal, «et bat des records de prêts d'année en année»

**Courrier International**

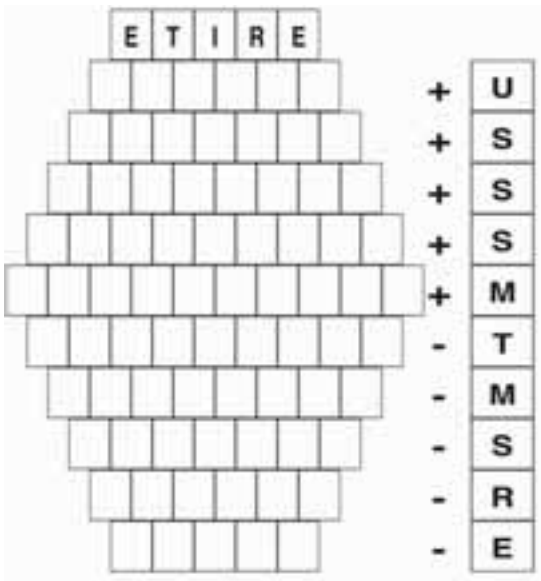
# Mots Croisés



**Horizontalement :**
I. Déremboursé à tout-va par les temps qui courent. II. Essentiel pour un bon diagnostic. Exprime l'indifférence. III. Article. Versée depuis peu au médecin qui exerce en zone sous-médicalisée. IV. Un lieu d'exercice pour médecins haut gradés. Un vaccin administré au cabinet. V. Non communiqué. Grand dieu. Princesse de Kiev. VI. Elle stridule dans tout le bassin méditerranéen. Parti politique. VII. Vieille langue. Col des Alpes. VIII. Ses patients sont morts, mais il les soigne quand même. Etat idéal pour un examen clinique. IX. Conifère. Attendri. X. Chevalier en jupons. Maladie humaine à qui l'on donne parfois des noms d'oiseaux.

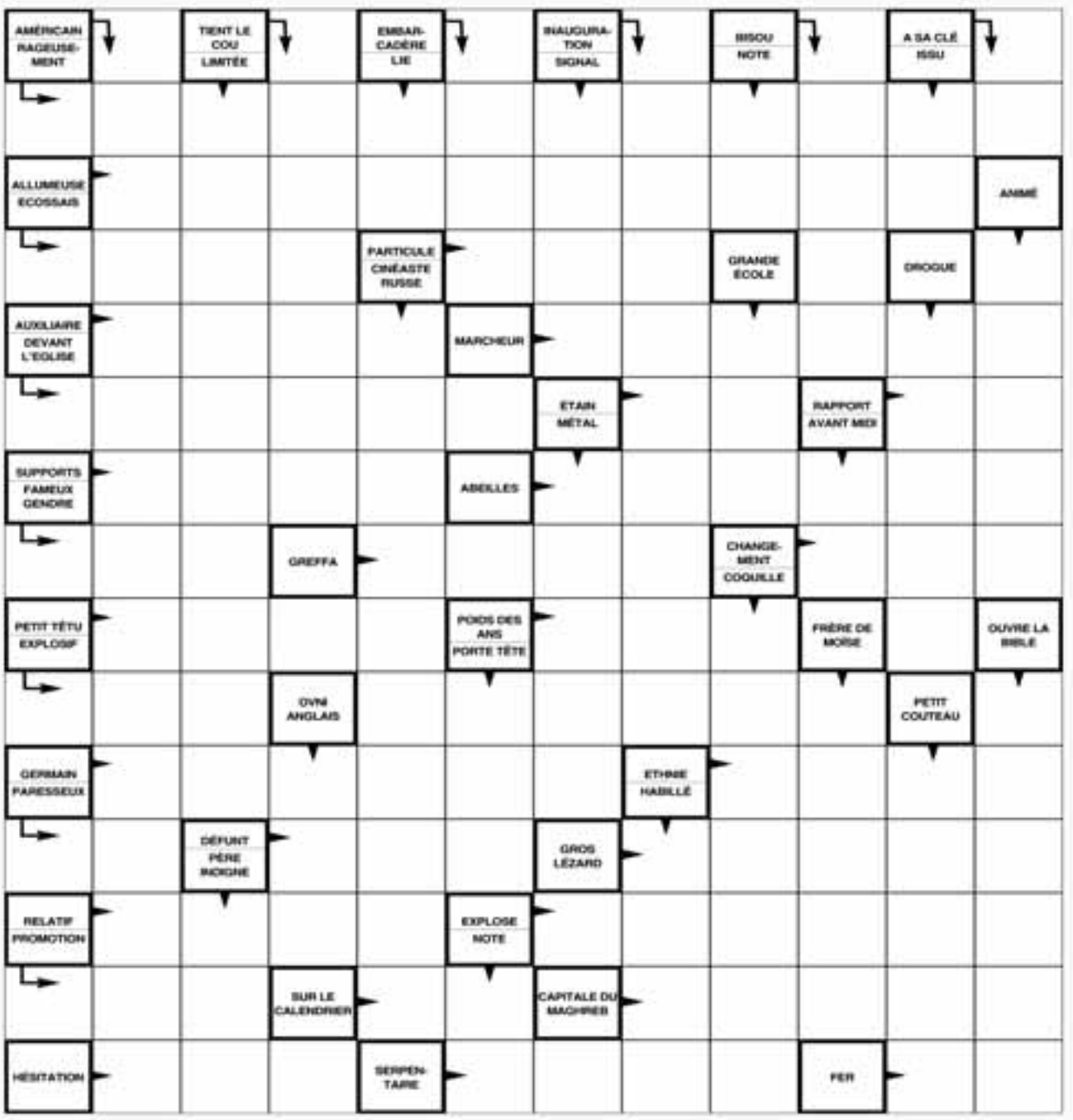
**Verticalement :**
1. Ça n'est pas une dépression passagère. 2. Illégal pour le médecin marron. 3. Accord russe. Alcool. 4. Quand il est médical, c'est une nécessité absolue d'agir. 5. Une base alimentaire que tout médecin doit conseiller. 6. On en met dans la tisane...ou dans le pastis. Greffer. 7. Mousse. 8. Stupéfait. A l'entendre, il est riche. 9. Volonté enfantine. Ces produits sont-ils bons pour la santé ? 10. Un autre nom pour le médecin.

# KAZANANAS




A chaque étape, trouvez le mot suivant en ajoutant ou en retranchant, comme indiqué, la lettre située à droite du tableau. s'il y a plusieurs solutions possibles, on privilégie d'abord les noms communs ou adjectifs au singulier, ensuite les pluriels, et en dernier lieu les formes conjuguées.

# Les mots fléchés




## SOLUTIONS MOTS CROISÉS PRECEDENTS

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | R | E | S | I | S | T | A | N | C | E |
| II | E | N | T | R | O | U | V | E | R | T |
| III | P | U | R | I | T | A | I | N | ■ | H |
| IV | U | R | E | S | ■ | N | A | N | A | N |
| V | T | E | S | ■ | A | T | T | I | L | A |
| VI | A | S | S | U | R | E | E | ■ | L | R |
| VII | T | I | A | N | S | ■ | U | B | A | C |
| VIII | I | E | N | A | ■ | K | R | A | C | H |
| IX | O | ■ | T | U | A | I | ■ | T | H | I |
| X | N | E | E | S | ■ | R | O | S | E | E |

# MOTS MÊLÉS N° 26

**SOLUTION DES MOTS MÊLÉS N° 25 : Le mot-mystère est : espérance**

ADDITIF
ARCHIPEL
BIELLE
BLAGUE
BLANC
CADEAU
COSTAUD
COTON
DECORER
DIVISER
GLOBAL
JUGER
MESQUIN
MORDANT
MURMURE
MYTHE
NEIGE
QUESTION
REVEILLON
SAPIN
SAVON
SKIEUR
STATION
TAQUIN
TESSON
TOCSIN
TORDU
TOTEM
VIVRE
VOLONTE

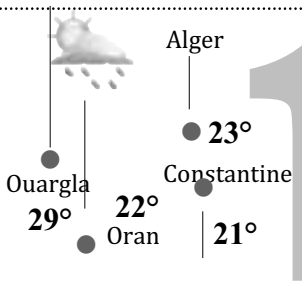
| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R | M | E | U | G | A | L | B | R | D | U | D | R | O | T |
| U | E | F | L | E | G | I | E | N | I | U | Q | A | T | N |
| E | T | N | O | L | O | V | M | P | V | L | N | J | O | I |
| I | O | C | O | E | E | U | F | C | I | O | I | U | N | P |
| K | T | B | H | I | R | I | A | O | S | H | S | G | O | A |
| S | A | T | L | M | T | D | B | S | E | B | C | E | I | S |
| L | Y | L | U | I | E | S | E | T | R | L | O | R | T | A |
| M | O | R | D | A | N | T | E | A | O | A | T | V | A | V |
| N | E | D | U | M | E | S | Q | U | I | N | O | I | T | O |
| N | A | R | E | R | O | C | E | D | Q | C | N | V | S | N |

INCIDENTS LORS DU MATCH JSK-EST

## LA CAF CONDAMNE ET ANNONCE UNE ENQUÊTE

La Confédération africaine de football (CAF) a condamné, hier, les incidents et les actes de violence ayant émaillé le match qui a opposé la JS Kabylie à l'ES Tunis, samedi dernier, au stade de Radès en Tunisie. Dans une déclaration publiée par le site officiel de la CAF, le secrétaire général de l'organisation, M. Veron Mosengo-Omba, annonce une enquête et des sanctions. Des mesures similaires seront également entreprises suite aux incidents survenus au cours du match Raja contre Al-Ahly au Maroc. « Les scènes qui se sont déroulées à Tunis et au Maroc sont inacceptables et nous ne pouvons pas tolérer cela dans le football. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les actions indisciplinées de certains supporters. La CAF va confier l'affaire à ses structures judiciaires pour une enquête plus approfondie », a-t-il assuré.

**R.S.**




16

| FADJR | DOHR | ASR | MAGHREB | ISHA |
|---|---|---|---|---|
| 06:00 | 12:45 | 16:30 | 19:31 | 21:03 |


# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MARDI 2 MAI 2023 // N°548 //PRIX 20 DA


L'OPÉRATION S'EST DÉROULÉE EN 5E RÉGION MILITAIRE

# Chanegriha supervise un exercice tactique nocturne à munitions réelles

**L'exécution de cet exercice a manifestement mis en évidence la capacité des unités participantes à réussir dans l'accomplissement des missions assignées, ce qui est en soi un succès et le fruit de la bonne maîtrise par les équipages de différentes armes et équipements de pointe...**

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a supervisé, dimanche, en 5e Région militaire, l'exécution d'un exercice tactique nocturne avec munitions réelles, indique, lundi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de sa visite sur le terrain en 5e Région militaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'ANP, a supervisé, dimanche 30 avril, au niveau du 5e Polygone de tir et de manœuvres d'Amdoukal, l'exécution d'un exercice tactique nocturne avec munitions réelles, exécuté par les unités de la 7e Brigade blindée, appuyée par des unités des Forces terrestres, aériennes et de soutien technique", précise le communiqué. Le Général d'Armée a suivi, à l'entame, "un exposé présenté par le Commandant de la 7e Brigade blindée, portant sur l'idée générale de l'exercice et les différentes étapes de son déroulement, à savoir une phase théorique qui a vu la participation des états-majors des commandements régionaux et des unités engagées, et une phase dynamique où sont engagées les unités devant exécuter l'exercice", ajoute la même source. Au niveau du Polygone de tir et de manœuvres, "le Général d'Armée a suivi de près le déroulement de l'exercice, exécuté dans la nuit et dans des conditions très proches du réel, suivant un plan tracé conformément aux objectifs prédéfinis, à savoir forger les aptitudes des états-majors à préparer les actions de combat nocturnes et raffermir leurs expériences dans le domaine de la conduite des actions planifiées, afin d'aboutir à la cohérence et l'interopérabilité entre les unités et les unités élémentaires devant prendre part aux différentes étapes de la bataille, en sus de permettre aux équipages d'acquérir davantage d'habileté dans la maîtrise du matériel et des systèmes d'armes modernes, et de tester leur disponibilité opérationnelle et leur capacité à exécuter les éventuelles missions de combat nocturnes, ce qui permettra sans doute d'évaluer les compétences du commandement et des états-majors de la Brigade et des unités du soutien à travers toutes les étapes de préparation, de conduite et d'exécution de l'exercice", indique le communiqué. "L'exécution de cet exercice a manifestement mis en évidence la capacité des unités participantes à réussir dans l'accomplissement des missions assignées, ce qui est en soi un succès et le fruit de la bonne maîtrise par les équipages de différentes armes et équipements de pointe", ajoute la même source, relevant que "ceci démontre également le développement, la disponibilité et l'interopérabilité opérationnelle qu'ont atteints nos Forces armées dans l'exécution de ce genre d'exercices tactiques de haut niveau". A l'issue de l'exercice, "le Général d'Armée a procédé à l'inspection des unités participantes avant de tenir une séance de débriefing avec les personnels de ces unités, lors de laquelle il les a félicités pour les efforts laborieux qu'ils ont consentis durant toute la période de préparation au combat, ainsi que lors de la préparation et l'exécution de cet exercice", ajoute le communiqué, soulignant qu'il leur a également "donné un ensemble d'instructions et d'orientations s'articulant dans leur ensemble sur l'impératif d'évaluer objectivement les résultats de cet exercice, afin d'atteindre les résultats escomptés".

**R.N.**

## LE NOMBRE D'ABONNÉS À INTERNET FIXE EN ALGÉRIE PASSE LA BARRE DES CINQ MILLIONS

Le nombre d'abonnés à Internet fixe en Algérie, estimé à 3,5 millions début 2020, a dépassé actuellement la barre des cinq (5) millions, a indiqué lundi un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications. « Le nombre d'abonnés à Internet fixe en Algérie, estimé à 3,5 millions au début de l'année 2020, a dépassé la barre des cinq (5) millions, ce qui traduit la réalisation des objectifs par étapes du plan d'action du secteur qui s'inscrit dans le cadre du programme du Gouvernement et visant à raccorder les deux tiers des foyers (près de 6 millions) à Internet fixe d'ici la fin de l'année 2024 », précise le communiqué. Le raccordement des nouveaux abonnés « se fait via la technologie de la fibre optique, avec le remplacement progressif des fils de cuivre en câbles de fibre optique, ce qui contribue notablement à l'amélioration de la qualité des prestations en offrant au client un plus haut débit Internet », ajoute la même source.

UNION INTERPARLEMENTAIRE

## L'ALGÉRIE SE RETIRE DE LA PRÉSIDENCE DU GROUPE CONSULTATIF SUR LE TERRORISME

L'APN a annoncé, dimanche soir, la décision de se retirer de la présidence du Groupe consultatif de haut niveau de l'Union interparlementaire (UIP) sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. La décision a été prise, selon un communiqué de l'Assemblée populaire, en raison de l'élection de l'entité sioniste en tant que membre dudit Groupe à l'issue des travaux de la 146e Assemblée générale de l'Union interparlementaire, tenue à Manama au Bahreïn du 11 au 15 mars dernier. Élu en tant que président de ce groupe, le parlementaire algérien et vice-président de l'APN, Moundir Bouden, a décidé de renoncer à ce poste, tout en restant membre de cette instance interparlementaire. "Dans le cadre des réunions connexes de la 146e Assemblée de l'Union interparlementaire, le Bureau du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent a tenu sa 13e réunion, lundi 13 mars 2023, à Manama (Bahreïn), avec la participation de Moundir Bouden, vice-président de l'APN, en sa qualité de membre du Groupe. Avec le soutien de pays frères et amis, il a été élu nouveau président du Groupe représentant le Groupe géopolitique africain", a rappelé l'APN. Selon la même source, à l'issue de cette réunion, l'Assemblée générale du groupe a aussi élu en tant que membres, les représentants de l'Arabie saoudite, d'Oman, du Mexique, de l'Iran, de l'Inde, de la Suède et de l'entité sioniste.

**Y.B.**

## DATTES ALGÉRIENNES, DES PRODUITS BIO PRISÉS LOCALEMENT ET À L'INTERNATIONAL

Avec une production abondante dépassant un million de tonnes annuellement, les dattes algériennes occupent une place prépondérante au niveau local et international, grâce à leur qualité supérieure, outre le fait qu'elles sont des produits purement bio exempts de toute substance chimique nocive, affirment à l'APS des spécialistes du domaine. Riches d'un capital de vingt millions de palmiers à travers le territoire national, dont quatre millions dans la seule wilaya de Biskra, classée première en matière de production dattière, les dattes algériennes, produites également dans les wilayas d'Ouled Djellal, Oued Souf, El Meghair, Ouargla, Touggourt, Ain Salah, Adrar ou encore Ghardaïa, constituent « un produit très compétitif à l'international », relève le président du Conseil national interprofessionnel de la filière phoenicicole, Kheireddine El Mouaiz. Cela nécessite, de l'avis du même interlocuteur, la mobilisation de tous les efforts d'investissement pour valoriser cette richesse, à travers l'extension des surfaces des palmiers et le renouvellement des oasis. Pour sa part, le secrétaire général du même conseil, Messaoud Guemari, affirme que les dattes algériennes, notamment « Deglet Nour de Tolga », connaissent un grand engouement de la part des opérateurs étrangers en raison de leurs « caractéristiques nutritionnelles distinguées liées à la qualité du sol et au climat de la région dans lesquels elles sont cultivées », soulignant, à cet effet, « le rôle important » que doivent jouer les ambassades et les représentations diplomatiques algériennes pour faciliter la mission des exportateurs des dattes et la promotion de ce produit.

**R.N.**